

**JEUDI 23 AVRIL 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = Si c'est ça votre modèle de référence, permettez-moi de douter de votre santé mentale ! p.1
- = Une terrifiante crise financière devant nous, vraiment ? p.4
- = Le FMI s'inquiète pour le secteur financier européen, l'assurance-vie en danger p.6
- = 2 – La tragédie des biens communs p.8
- = Dette, épargne, impôts, l'explication par l'absurde p.10
- = La mesa sous la pluie p.13
- = « On ne s'en sortira jamais ! Ben Bernanke recruté par l'un des plus gros hedge funds... ! » p.15
- = Grèce : Le gouvernement pioche dans les réserves d'argent des entreprises p.18
- = Sears sera-t-il le prochain ? p.19
- = Energie : entre pétrole et nucléaire... p.20
- = Charbon : la Chine tourne la page... p.22
- = La Chine inquiète p.22
- = Face à la question grecque, il faut sortir de la morale p.24
- = Une "Gross" envie d'argent p.27
- = L'économiste en chef de la Citibank propose d'abolir l'argent liquide p.29
- = Qu'est-ce que l'argent en 2015 ? (Michel Santi) p.30
- = L'étalon immobilier (Michel Santi) p.33
- = La Grèce va-t-elle faire défaut le 24 avril ? p.35
- = Il faut lutter contre le terrorisme d'Etat (islamique ou pas) ! p.42
- = Rongée par la corruption, Petrobras affiche des pertes de 8 milliards de dollars p.45
- = Les défauts de paiement commencent à s'installer dans le paysage chinois p.46
- = Techniques d'évasion en milieu naturel (Pierre Templar) p.47



**Si c'est ça votre modèle de référence, permettez-moi de douter de votre santé mentale !**

par Robert GIL (son site) mardi 21 avril 2015 Agoravox



**Qui dit économie de marché** dit obligatoirement croissance, même à faible taux, exponentielle, dit aussi « compétitivité » entre les entreprises et les Etats, dit obligatoirement la main mise des banques et des institutions financières sur l'économie, dit également spéculation, etc. Alors regardons d'un peu plus près ce que veulent dire ces termes et ce qu'ils impliquent.

**Tout d'abord**, la croissance ; comment peut-on préconiser une croissance exponentielle dans un monde aux ressources limitées ? Un enfant de dix ans est capable de comprendre que c'est impossible et un non-sens. Alors par quel invraisemblable aveuglement, des gens pourtant intelligents peuvent-ils préconiser ce système ? J'aimerais que l'on m'explique. Mais ce n'est pas tout, car pour permettre au monde occidental d'avoir sa sacro sainte croissance il faut puiser toujours d'avantage dans les ressources disponibles de la terre, ce qui cause des frais de plus en plus importants qui grèvent sérieusement le coût d'extraction de ces matières premières. Étant donné que ce sont essentiellement les multinationales qui extraient ces matières premières et que pour elles, croissance oblige, la seule logique est celle du bénéfice maximal, il est évident qu'elles feront tout ce qui est possible pour réduire leurs frais, et donc augmenter leurs bénéfices. La seule manière de procéder et de diminuer de façon drastique le coût d'extraction, mais cela ne peut se faire qu'au détriment de l'environnement qui est saccagé et pollué.

**Mais il y a pire encore.** Ces richesses du sous sol ne sont pas ou peu dans les pays occidentaux, mais dans les pays du sud, Afrique, Proche Orient, Iran et en Russie. Et pour les grandes puissances occidentales, il est tout à fait normal de s'approprier ces richesses parce qu'elles en ont besoin, et tant pis pour les peuples concernés par les dégâts causés à l'environnement et par le pillage de leurs richesses ; Il suffit d'une bonne petite révolution « démocratique » qui mettra au pouvoir des pions dictateurs qui seront au service de l'Occident et de ses multinationales, et le tour est joué. En clair ; la croissance de l'Occident ne peut se faire qu'au détriment des autres pays et peuples et de l'environnement. Tout cela pour satisfaire la cupidité des actionnaires des banques et des multinationales et faciliter le consumérisme effréné des peuples occidentaux !

**Quant à la compétitivité** elle n'est que la façon édulcorée de qualifier la violence. C'est un système qui n'a pour but que de s'approprier toutes les richesses possibles au détriment des autres. Et dans ce cas de figure, tous les

coups sont permis, y compris les plus tordus. Il y a assez d'exemples très connus dans le monde pour se dispenser de donner des exemples. Là aussi, se pose la question sur la bizarrerie de cette conception complètement absurde et pourtant montrée en exemple !

**Autre problème**, comment peut-on croire un instant que des banques et des institutions financières livrées à elles-mêmes sans aucun contrôle vont agir pour le bien être des peuples ? Il faut faire preuve d'une singulière naïveté pour le croire, à moins qu'il ne s'agisse plutôt d'une formidable hypocrisie qui consiste à répandre ce genre d'info dont il est plus qu'évident qu'elle est d'un non sens total. Ces banques et institutions financières privées et libérées de tout contrôle étatique vont s'empresse d'agir pour s'enrichir au maximum et sans aucune considération pour les dégâts provoqués par leurs activités.

**Enfin, la spéculation** ; j'aimerais bien que quelqu'un m'explique cette folie ! Quand on voit des banques qui spéculent sur des titres qu'elles ont fabriqués et qui ne représentent aucune richesse, qu'elles spéculent avec de l'argent qu'elles n'ont pas, en suivant la fameuse idée de réserve fractionnaire qui permet à une banque de spéculer en levant des sommes qui peuvent aller jusqu'à plus de trente fois la valeur de ses fonds propres – ce qui leur permet aussi de spéculer sur la nourriture et les biens de première nécessité- et cela UNIQUEMENT pour faire de l'argent, en aucune façon pour permettre aux peuples de vivre mieux ! On peut même dire que les besoins des peuples ne sont envisagés uniquement que dans la perspective d'accroître les bénéfices, sinon, ils sont une gêne et au besoin, pour gagner encore plus d'argent, on fera en sorte de provoquer une diminution très importante de ces éléments vitaux pour faire grimper artificiellement les prix. Et tant pis pour ceux qui ne peuvent pas payer et qui risquent de mourir de faim !

**Bref, tout cela** nous démontre clairement et sans équivoque que ce système d'économie de marché est une aberration totale et que, de plus, il est très dangereux sur le long terme pour l'ensemble de l'humanité. Alors au lieu de bêler et de faire des discours ronflants sur la croissance et la compétitivité, il me paraît un rien plus intelligent de commencer à réfléchir à un autre modèle de société qui mettra l'être humain et son épanouissement sur tous les plans au centre des préoccupations, et non l'enrichissement exponentiel d'une poignée de nantis dont l'équilibre psychologique me paraît grandement

affecté.

**Ce qui me consterne le plus**, c'est de voir les analyses d'individus apparemment intelligents qui continuent à préconiser ce système aberrant. Quant aux autres qui pensent que ce système est indépassable, alors que bien souvent ils pâtissent des conséquences, j'en viens à me poser la question de savoir s'ils n'ont pas subi un conditionnement pour continuer à croire dans les imbécillités qu'ils profèrent. Excusez-moi du terme, mais il me paraît assez parlant pour qualifier le soutien d'un système aussi mortifère et absurde qu'est celui de l'économie de marché.

**Pour mémoire** 1 million d'emplois publics coûtent à l'État 30 milliards, alors calculez combien l'on pourrait embaucher de fonctionnaires et améliorer les services publics de santé et d'éducation, entre autre, avec par exemple :

⇒ **200 milliards d'euros** : c'est le montant cumulé des aides publiques, déversées chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie.

⇒ **45 milliards d'euros** : c'est le montant des exonérations de cotisations sociales patronales accordées chaque année au patronat.

⇒ **80 milliards** : c'est le niveau de la fraude et de l'évasion fiscale qui est principalement le fait des grosses entreprises.

**Mais on ne sortira pas** de cet engrenage absurde sans mettre en place, ici et maintenant, des pratiques alternatives d'expérimentation et d'autonomie. Un nouveau modèle d'émancipation doit commencer à émerger, qu'on l'appelle : socialisme antiproductiviste, écosocialisme, société écologique libertaire ou société d'a-croissance... Car une société qui consomme toujours plus ne peut respecter l'environnement et épuise tôt ou tard les ressources essentielles à la vie. Il ne peut y avoir de croissance infinie sur une planète finie. Il faut faire décroître toutes les activités inutiles que le capitalisme, emporté dans sa logique de profit a réussi à imposer comme le seul modèle.

# Une terrifiante crise financière devant nous, vraiment ?



**Bruno Colmant**

Professeur à la Vlerick Management School et à l'UCL, membre de l'Académie royale de Belgique

**OPINION**

**Bruno Colmant Trends.be 20/04/15**

Récemment, le CEO de JP Morgan, Jamie Dimon, a prédit qu'une terrible crise financière se préparait. Ce serait alors, après le choc des subprimes de 2008 et la crise souveraine européenne de 2011, l'aboutissement final d'un dérèglement généralisé du système, conduisant à pulvériser le dernier élément de la mécanique financière, à savoir la monnaie elle-même. Quelle est la logique du propos de Jamie Dimon ?



Les institutions financières (banques et entreprises d'assurances) voient la rentabilité de leurs actifs baisser, jusqu'à en devenir marginalement négatifs, puisque les taux d'intérêt atteignent des planchers inconnus dans l'histoire humaine. Cette chute de rentabilité est elle-même combinée à des obligations de limitations de risques, des exigences de liquidité, de capitalisation et de réglementation accrue, qui obère inutilement leur marge bénéficiaire.

Par ailleurs, un contexte de taux d'intérêt bas reflète une économie en grande souffrance. Ce qui apparaît favorable aux Etats pouvant se financer à coût réduit, est malheureusement peut-être un indice de difficulté à rembourser les dettes publiques. Ces dernières augmentent en proportion du PIB jusqu'à dépasser les niveaux d'après-guerre, malgré les taux d'intérêt bas, puisque le taux de croissance de l'économie est insuffisant. Comme ces dettes publiques

sont redomestiquées (c'est-à-dire ont migré vers l'actif des banques des pays qui les émettent), les banques restent porteuses de risques de défauts souverains. Cette prospective est un véritable risque pour leur rentabilité.

Cette réalité est aggravée par un tassement de la demande de crédits privés, qui est elle-même une des conséquences de la chute de la croissance économique. Pour recycler l'épargne, les banques achètent donc des obligations d'Etats, c'est-à-dire font crédit à l'Etat. Mais, contrairement à des crédits ordinaires, les banques ne doivent (presque) pas disposer de capitaux propres en proportion de ces obligations d'Etat. Les Etats ont donc octroyé des avantages aux banques afin de favoriser leur propre financement. C'est donc une situation circulaire puisque les banques ont dilué leurs déséquilibres dans ceux des Etats, et réciproquement.

De surcroît, le rôle des banques centrales s'est métamorphosé. En temps normaux, ces institutions jouent un rôle passif dans le circuit monétaire, se limitant à calibrer le taux d'intérêt à court terme pour baliser le taux d'inflation. Elles agissent aussi au titre de prêteur en dernier ressort, afin de refinancer des institutions financières sur une base exceptionnelle. La déflation modifie cette configuration puisque les banques centrales animent désormais tout le circuit monétaire à la place des banques commerciales dont les circuits de crédit sont devenus plus visqueux. Elles procèdent à une colossale création monétaire.

Pourquoi le CEO de JP Morgan anticipe-t-il une terrible crise financière ?

Mais alors, pourquoi le CEO de JP Morgan anticipe-t-il une terrible crise financière ? C'est simple: à un certain moment, les taux d'intérêt vont remonter, et peut-être brusquement, parce que les banques centrales tenteront de s'extraire de cette création monétaire permanente ou parce que les taux d'intérêt refléteront une perspective d'inflation. A ce moment, les actifs des banques et compagnies d'assurances subiraient mécaniquement une chute de valeur supérieure à leurs capitaux propres, qui constituent la garantie ultime des déposants et titulaires de polices d'assurance. Les Etats et les banques centrales devront immédiatement intervenir pour éviter une implosion du secteur financier et une contraction de l'économie. Les banques centrales devront donc créer encore plus de monnaie qui se déprécierait immédiatement.

Voilà le message de Jamie Dimon : les banques centrales se sont engouffrées dans une gigantesque et nécessaire création monétaire dont elles n'arriveront plus jamais à s'extraire, sauf si la monnaie perd graduellement son pouvoir d'achat, c'est-à-dire sa base, au travers de l'inflation. Cela pourrait conduire à une nationalisation larvée de tout le secteur financier, comme ce fut constaté au début de la déflation japonaise. Tout le flux monétaire deviendrait étatisé. A ce moment, une autre configuration financière s'imposerait, très proche de celle des années cinquante, au cours desquelles les banques centrales et commerciales étaient sous contrôle gouvernemental étroit, quand elles n'étaient pas des banques d'Etat, au détriment des actionnaires privés.

## **Le FMI s'inquiète pour le secteur financier européen, l'assurance-vie en danger**

**Philippe Herlin 23 avril 2015**

Nous avons déjà indiqué le danger que représentent les taux d'intérêts à zéro ou presque en février dernier ([L'aplatissement de la courbe des taux, une menace pour les banques et les assureurs](#)). Tout le secteur financier souffre, son métier de base, sa fonction d'intermédiation et de transformation, tourne à vide : avec une courbe des taux plate, il s'avère impossible de rémunérer correctement l'épargne et de prêter aux entreprises à des taux suffisamment profitables. Les revenus chutent. Les grandes banques peuvent s'en tirer en spéculant sur les marchés, avec d'énormes risques cependant, les assureurs n'ont pas cette possibilité (tant mieux).

A l'occasion de la parution de son rapport semestriel sur la stabilité financière, le 15 avril, le Fonds Monétaire International (FMI) a exprimé ses inquiétudes. Les taux bas pénalisent les investisseurs de long terme que sont les compagnies d'assurance européennes et, selon l'institution, le quart d'entre elles seraient incapables de respecter les ratios de solvabilité. Le risque de faillite surgit à travers ces annonces. Cette menace constitue une "source potentielle de déstabilisation" du système financier dans son ensemble avertit le FMI.

Que faire ? Le FMI propose tout simplement de modifier la loi pour diminuer les primes d'assurance versées aux assurés ! La plupart des produits distribués en Europe sont à taux garantis (l'assureur s'engage à un rendement minimal), ce qui représente une contrainte financière désormais trop forte

pour les sociétés d'assurance. Pas grave, il suffit de changer la réglementation pour casser cet engagement. Les épargnants seront floués, ils ne toucheront quasiment plus rien, mais on leur expliquera que c'est pour leur bien, pour sauver leur capital. Dans la prose FMI, ça donne ça : "Les problèmes des assureurs-vie doivent être corrigés sans tarder. Les instances réglementaires doivent réévaluer la viabilité des produits garantis et aligner les garanties de rendement minimum offertes aux assurés sur les tendances séculaires des primes d'assurance"

Concernant les banques européennes, le FMI rappelle qu'elles détiennent plus de 900 milliards d'euros de créances douteuses, un montant gigantesque, du niveau de leurs fonds propres, ou quasiment le montant du QE de la BCE, ce qui est une autre façon de voir les choses, et cela ne manque pas d'inquiéter ([nous en avons parlé ici](#)).

Pour l'épargnant européen, c'est la double peine : les placements dans les banques et les assurances vont voir leur rendement tendre vers zéro et, dans le même temps, le risque systémique augmente ("les risques sur le système financier mondial se sont accrus depuis octobre 2014" pour le FMI), ce qui fait peser une incertitude sur le capital lui-même.

Que faire ? Reposons la question. Pendant longtemps le milieu de la finance s'est moqué de l'or sur le thème : mais enfin, ça ne rapporte pas d'intérêts ! C'est le moment de prendre sa revanche, non ? L'or constitue la meilleure garantie pour préserver un capital ("l'or ne fait pas faillite" dit la formule, qui peut en dire autant ?), et son cours ne manquera pas d'être favorablement impacté au fur et à mesure que les dégâts du taux zéro se répandront dans le monde financier.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "[www.GoldBroker.fr/](http://www.GoldBroker.fr/) tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

## **2 – La tragédie des biens communs**

**Série François Roddier , texte #2, [17 novembre 2005](#)**

Jared Diamond décrit de nombreux autres exemples de fin de civilisations, le plus connu étant celui de l'île de Pâques. La situation est particulièrement tragique dans une île isolée où la population n'a aucune possibilité d'émigrer. Il semble que ce soit une caractéristique des populations non seulement humaines mais aussi animales de proliférer jusqu'à épuisement des

ressources naturelles et de s'effondrer ensuite.



*L'île de Saint Mathieu dans la mer de Behring*

En 1944, 29 rennes ont été importés sur l'île de Saint Mathieu (St. Matthew island) dans la mer de Bering. Dix neuf ans plus tard, faute de prédateurs, le nombre des rennes atteignait le chiffre de 6.000. Les ressources s'épuisant rapidement, la population s'effondra. En 1966 il ne restait plus que [42 survivants et d'innombrables carcasses](#) (1). On conçoit que des animaux comme les rennes n'aient pas eu la sagesse d'éviter le désastre en contrôlant l'expansion de leur population. L'homme serait-il aussi inconscient?

Un élément de réponse a été donné au 19ème siècle par un spécialiste d'économie politique, William Forster Lloyd. Lloyd s'inquiétait de la surexploitation des pâturages communaux. A cette époque un individu pouvait parfaitement vivre du lait de sa vache. Imaginons un pâturage communal permettant à une vingtaine d'individus d'y faire paître leur vache. Un individu parfaitement rationnel peut décider de faire des économies et d'acheter une deuxième vache. Il pourra ainsi doubler ses revenus. L'inconvénient —supporté par tous les utilisateurs du pâturage— est que chaque vache aura 1/20ème soit 5% d'herbe en moins à brouter. Cet inconvénient lui paraîtra certainement mineur en regard du doublement son bénéfice. En l'absence de réglementation, il achètera donc une deuxième vache. A court terme celle-ci lui apportera en effet un important bénéfice. Le problème est que beaucoup d'autres en feront sans doute autant, rendant à terme le pâturage inutilisable.

L'analyse de Lloyd a été reprise au 20ème siècle par [Garrett Hardin](#) (2) dans un article publié en 1968 dans Science (3) sous le titre de [“The tragedy of the](#)

commons” que je traduis ici par “la tragédie des biens communs”. Hardin montre que l’analyse de Lloyd s’applique d’une façon générale à tous les problèmes liés à la surpopulation tels que l’épuisement des ressources naturelles ou la pollution.

Le dilemme du paysan qui se décide à acheter une deuxième vache est connu des mathématiciens, spécialistes de la théorie des jeux, sous le nom de “Dilemme du prisonnier” (4). Le problème vient du fait que l’optimum pour un ensemble d’individus n’est pas le même que pour chacun d’entre eux. Mathématiquement, on ne peut pas optimiser un système en optimisant chacun de ses sous-systèmes ou, d’une manière générale, on ne peut pas optimiser plus d’une variable à la fois.

Ce théorème mathématique contredit l’affirmation d’Adam Smith qu’un individu poursuivant uniquement son intérêt particulier serait conduit “comme par une main invisible” à promouvoir l’intérêt général. Les théories économiques libérales en vogue aujourd’hui et dont Adam Smith est le père semblent donc viciées la base (5).

Les économistes libéraux s’en défendent en disant qu’Adam Smith n’a jamais prétendu que l’intérêt particulier coïncidait dans tous les cas à l’intérêt général. Pour eux, la solution à la tragédie des biens communs est la privatisation. Malheureusement, toute privatisation suppose un partage des ressources, ce qui soulève de nouveaux problèmes. D’abord le partage n’est pas toujours possible (exemple: les baleines). Pour pouvoir être partagées les ressources doivent être à la fois prévisibles et défendables (6). Lorsque le partage est possible alors subsiste le problème de l’équité du partage.

Pour Garrett Hardin la tragédie des biens communs ne peut être résolue que par l’imposition d’une réglementation admise par tous, autrement dit un pouvoir démocratique.

(1) voir: <http://www.gi.alaska.edu/ScienceForum/ASF16/1672.html>

(2) Garrett Hardin: [http://www.garretthardinsociety.org/gh/gh\\_cv.html](http://www.garretthardinsociety.org/gh/gh_cv.html)

(3) Science, 162(1968):1243-1248. Cet article est accessible sur le web à: <http://dieoff.org/page95.htm>

(4) voir: [http://fr.wikipedia.org/wiki/Dilemme\\_du\\_prisonnier](http://fr.wikipedia.org/wiki/Dilemme_du_prisonnier)

(5) voir: <http://plus.maths.org/issue14/features/smith/>

(6) Stephan Shennan, Genes, memes and human history (Thames & Hudson, 2002)

## **Dette, épargne, impôts, l’explication par l’absurde**

▪ Les taux négatifs ? Facile, vous répètent à l'envi économistes, spécialistes des marchés et journalistes. Cela veut dire, madame Michu, qu'on vous paye pour emprunter. Voilà. C'est simple.

*Mmmmm, oui, bien sûr, se hasarde alors Madame Michu, mais...*

Mais quoi ?

*Vous en connaissez beaucoup, vous, des gens qu'on paye pour qu'ils empruntent ? Parce que vous savez, moi je connais quelqu'un qui avait besoin d'un prêt, la banque lui a demandé deux fois le montant de son prêt en garantie ; finalement ça lui a coûté de l'argent ces nantissements et son prêt, il n'était pas à taux zéro non plus...*

Evidemment, coupe alors notre expert condescendant, il ne s'agit pas de quelqu'un... il s'agit de belles signatures, des Etats ou des multinationales ! C'est cela, la finance moderne, madame Michu, des gens sont prêts à payer pour prêter aux Etats ou à des multinationales pour qu'ils ou qu'elles s'endettent. Il faut vivre avec son temps.

*Mmmmmmm, oui bien sûr. Mais qui sont les gens qui acceptent de payer pour prêter leur argent ? Vous en connaissez vraiment de ces gens-là ?*

Pffffffffffff, soupire l'expert qui commence à penser que Madame Michu est vraiment obtuse. Mais non, ce ne sont pas vraiment des gens. Il y a un excédent d'épargne dans le système financier mondial et c'est cet excédent d'épargne qui est placé à taux négatif. C'est simple.

*Ha bon. Heu... et vous, par exemple, vous souffrez d'un excédent d'épargne, Monsieur l'expert ? Parce que moi, personnellement et autour de moi, je ne connais pas beaucoup de personnes qui me disent avoir un excédent d'épargne. Elles me disent plutôt préparer leur avenir, elles pensent qu'elles vont avoir besoin de leur épargne et elles regrettent que leur épargne ne leur rapporte plus rien. Et si elles savaient qu'on prête leurs économies à taux négatifs, elles ne seraient pas d'accord.*

Madame Michu, arrêtez de raisonner avec des cas particuliers et concrets. La finance ce n'est pas cela. Il faut raisonner en agrégat, en flux, il y a un excédent d'épargne et cet excédent d'épargne préfère prêter à taux négatif plutôt que de ne pas prêter.

*Tout ce que vous savez faire, c'est détruire l'argent des autres*

*Ecoutez, petit foutriquet, tout ce que vous dites n'a aucun sens. Vous arrivez à énoncer de telles absurdités parce que vous n'avez jamais eu un sou devant vous.*

*Tout ce que vous savez faire, c'est détruire l'argent des autres. Il n'y a pas un épargnant au monde qui accepte de prêter à taux négatif, cela n'existe pas sauf dans votre imagination détraquée de technocrate.*

*Derrière toute collectivité il y a des gens, des vraies personnes*

*Je vais vous dire ce qui se passe vraiment. Il y a l'épargne des honnêtes gens qui ont travaillé, qui ont pris des risques, qui ont économisé, qui ont choisi de ne pas consommer tout de suite. Et il y a*

*dans le monde 200 000 milliards de dollars de dettes, en réalité beaucoup plus de dettes que d'épargne et non l'inverse comme vous le prétendez. Une partie de cette dette est garantie par l'argent déjà gagné par des gens honnêtes, l'épargne. L'autre partie de cette dette est garantie par des contribuables, par l'argent qu'ils n'ont pas encore gagné, par les impôts qu'ils n'ont pas encore versés. Car, Monsieur, sachez que derrière toute collectivité il y a des gens, des vraies personnes. Cette dette est garantie par les contribuables, c'est ce que signifie l'expression 'figurer au bilan des Banques centrales', comme vous dites. Mais ce n'est pas de l'épargne, comme je vais vous l'expliquer.*

*Des gens malhonnêtes, mais plus subtils que vous, savent très bien que ce tas de dettes ne pourra pas être honoré car les gens honnêtes n'arriveront jamais à gagner suffisamment d'argent. Mais il faut faire semblant, sinon ce serait la panique. Donc ces manipulateurs créent de la monnaie, rachètent des dettes (qui apparaissent au bilan des banques centrales) pour faire croire qu'il y a beaucoup d'argent et faire en sorte que les taux d'intérêt baissent. De cette façon, ils ne rémunèrent pas l'épargne comme elle devrait l'être. Ils fabriquent des lois pour empêcher les gens de se ruer vers le cash ou vers l'or qui était la monnaie capable d'abriter les honnêtes gens des malversations. Ils payent des petits foutriquets de votre espèce pour dire que les taux négatifs sont tout à fait explicables, qu'il y a un excédent d'épargne et d'autres inepties dont votre descendance aura honte que vous les ayez un jour proférées.*

*Tout cela se terminera très mal, croyez-moi*

*Tout cela se terminera très mal, croyez-moi. Lorsque la*

*supercherie sera comprise, vous et vos collègues serez pendus par votre cravate de fonctionnaire international exonéré d'impôts. Pendu parce que sans avoir jamais vraiment appris ce qu'était l'argent ou payé d'impôt, vous aurez détruit l'argent des autres. Et si vous trouvez quelqu'un d'assez charitable pour vous décrocher de votre potence, vous mourrez seul et désargenté, abandonné par vos proches qui nieront avoir jamais connu un être aussi stupide que vous.*

Toc, toc, toc...

*Quoi, qui est-ce ?*

Ouvrez. C'est la PECK, la police de la pensée économique correcte et keynésienne. Madame Michu, nous vous arrêtons pour incitation à la haine financière, crime d'épargne de précaution, insulte à technocrate omniscient et profanation keynésienne. La brigade de désinfection des données personnelles va mettre votre ordinateur sous scellés. Vous pouvez toutefois envoyer un dernier e-mail à l'avocat de votre choix, que nous mettrons également sous surveillance.

*Hein, comment ? Quoi, 23h00, déjà ! Ha, c'est la dernière fois que je m'endors devant un communiqué indigeste de Mario Draghi.*

## [La mesa sous la pluie](#)

23 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous n'avons pas attendu de connaître le triste sort d'Emiliano pour apprendre que les montagnes peuvent être dangereuses. Il y a deux semaines, avec Elizabeth, nous étions allés visiter des ruines appelées *casa del molle*. Le *molle* est un arbre qui ressemble un peu à un saule. Il préfère un environnement sec. Deux ou trois survivent encore aux environs de la *casa del molle*.

Il s'agit d'une propriété qui s'est retrouvée à court d'eau dans les années 70. Elle a été abandonnée, peut-être après des millénaires d'habitation humaine. On en voit partout les preuves. Quelle que soit la direction que l'on prend, on marche sur des tessons de poterie. De quelle ère ? 1900 ? 1500 ? 1000 ans avant J.C. ? Nous n'avons aucun moyen de le savoir.

Nous pouvons voir la *casa del molle* depuis le fond de la vallée — une tache vert sombre contrastant avec le vert clair et le brun des montagnes. Mais y

parvenir était une autre histoire. Nous avons suivi le lit de la rivière et tenté de trouver le sentier montant jusqu'à la *mesa* du côté gauche. Il nous a fallu du temps, parce que personne n'était passé par là depuis des années. Même avec le chemin, ce n'était pas facile. Nous avons dû mettre pied à terre et mener nos chevaux récalcitrants par la bride.

Une fois parvenu sur le plateau, le chemin est devenu plus facile. Nous avons chevauché parmi les buissons épineux... faisant de notre mieux pour protéger les jambes de nos montures. Après une heure environ, nous sommes arrivés aux terrasses marquant le bord de la propriété. Certaines avaient été construites par les derniers habitants. D'autres étaient bien plus vieilles. Il y en avait des dizaines, certaines complètement détruites, d'autres plus ou moins intactes.

*Le tonnerre... suivi d'un éclair non loin. Puis une pluie légère*

Juste au moment où nous atteignons les ruines d'une vieille maison, des nuages sombres se sont rassemblés. Le tonnerre... suivi d'un éclair non loin. Puis une pluie légère.

Nous nous mêmes à l'abri. Mais le seul abri à notre disposition était un toit partiellement effondré. Nous avons dessellé et mis les chevaux à l'abri sous l'un des *molles*. Nous avons étalé les tapis de selle sur le sol et construit un petit nid sous le toit d'adobe défoncé. La pluie avait pris de la vigueur. Le temps de terminer, nous étions trempés jusqu'aux os. Puis nous nous sommes rendu compte que notre auvent n'était pas étanche. La pluie passait par les trous et nous dégoulinait dessus. Nous commençons à avoir vraiment froid.

#### ▪ **Points de vue...**

"La pluie va bientôt s'arrêter", a dit gaiement Elizabeth.

"Je n'en suis pas sûr. Je suis un pessimiste déclaré. Ça pourrait durer toute la nuit".

"Allons donc, quand est-ce qu'une pluie a duré toute la nuit ici ? En plus, on est en avril ; il ne pleut jamais en avril".

"Eh bien, il pleut maintenant", avons-nous répondu, commençant à frissonner.

*Puis la pluie s'est transformée en grêle*

Puis la pluie s'est transformée en grêle. Au-dessus de nous, l'eau gouttait tandis que de petites boules de glace — de la taille de pois — arrivaient par les côtés de l'abri.

Nous avons désormais sérieusement froid.

Nous avons donc mis l'un des tapis de selle contre le mur derrière nous, et votre correspondant s'y est adossé, tandis qu'Elizabeth s'adossait à lui. Nous enrôlâmes le reste des tapis de selle autour de nous. Les lourdes couvertures détournaient la pluie qui coulait de nos chapeaux à larges bords. Et aussi étroitement enrôlés, nous avons pu nous tenir mutuellement chaud.

"C'est très romantique", déclara Elizabeth.

"Oui, je ne savais pas que tu étais une personne aussi chaleureuse".

"Ca m'arrive".

Quelques instants plus tard, une tache de bleu s'élargit dans le ciel. La pluie se calma. Le soleil sortit. Nous mîmes les tapis et les selles à sécher, tandis que nous mangions quelques raisins et de la saucisse sèche.

## **« On ne s'en sortira jamais ! Ben Bernanke recruté par l'un des plus gros hedge funds... ! »**

Charles Sannat 23 avril 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Cela fait des années que l'on vous parle de moraliser la finance (sous Sarkozy) ou que l'on vous explique que « mon ennemi sans visage c'est la finance » sous Hollande.

Il est de notoriété publique que ceux qui donnent le « la » en matière de finance sont nos « amis » anglo-saxons, aussi bien Wall Street que la City de Londres.

Vous l'aurez compris, de part et d'autre de l'Atlantique, il n'y a strictement aucune volonté de moraliser quoi que ce soit puisque la seule volonté partagée par tous est simplement l'enrichissement personnel.

Il n'y a plus de place pour le sens du service de l'État et de ses concitoyens, ce qui somme toute est un très grand honneur à défaut d'être particulièrement lucratif. La richesse et la possession définissent l'homme moderne, cela étant évidemment la négation même de son humanité.

Bref, nous avons appris la semaine dernière – et je n'avais pas eu le temps de revenir sur cette information avant –, que Ben Bernanke, l'ancien grand

timonier de la FED, la Banque centrale américaine, venait de pantoufler dans le privé après 8 années au poste de gouverneur.

Ben Bernanke était le grand mamamouchi de la FED et nous lui devons la mise en marche d'une planche à billets d'un montant absolument historique. Il a inondé le monde de la finance de monnaie.

### **Ben Bernanke, l'homme qui a injecté 26 000 milliards de dollars...**

Oui, relisez bien ce chiffre. Ben Bernanke a injecté, au plus fort de la crise, jusqu'à 26 000 milliards de dollars... La BCE, la Banque centrale européenne, a même bénéficié de plus de 8 000 milliards de dollars pour que le système financier européen ne sombre pas.

Si vous voulez en savoir plus, je vous invite à lire l'article que j'avais écrit en 2012 dans la Tribune et intitulé « [Braquage à l'américaine à la FED](#) ».

Après avoir donc sauvé le monde de la finance avec l'argent public, avec la planche à billets et pris des décisions dans l'intérêt des financiers mais pas forcément des populations ni des peuples, Ben Bernanke a été clairement récompensé par ce que la finance fait de pire, dans le sens de plus spéculatif et de moins moral, un hedge fund et pas n'importe lequel.

### **L'ex-patron de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke vient d'être recruté par le « hedge fund » américain Citadel**

C'est le titre de cet article des *Échos* qui traite cette information (car *Les Échos* en ont au moins parlé) et qui vous confirmera que Citadel est l'un des plus gros « hedge funds » de la planète.

« Basé à Chicago, le fonds d'investissement créé en 1990 par Kenneth Griffin gère plus de 25 milliards de dollars, c'est l'un des principaux fonds dits « multistratégies », c'est-à-dire positionnés sur plusieurs stratégies diversifiées et peu corrélées entre elles. La société a ainsi constitué au fil du temps un assemblage hétéroclite de métiers (gestion, courtage, banque d'affaires, technologies de marché, haute fréquence...), avec une obsession : durer . Ben Bernanke va offrir son analyse de l'évolution de la politique monétaire, des marchés financiers et de l'économie mondiale aux équipes de Citadel chargées de l'investissement, précise le fonds dans un communiqué. »

## **Le « Revolving door » aux USA, le pantouflage en France !**

Vous apprendrez également que si le mot français de « pantouflage » ne concerne que notre pays, la pratique, elle, est bien internationale et à peu près aussi décriée partout dans le monde.

« Outre-Atlantique, le passage du secteur public au secteur privé, de Washington à Wall Street, appelé « revolving door » (littéralement « porte à tambour »), est un mouvement courant, même s'il fait débat outre-Atlantique. Conscient des inquiétudes de l'opinion publique, Ben Bernanke a expliqué au *New York Times* qu'il avait choisi d'aller chez Citadel car la société « n'est pas régulée par la Réserve fédérale et [qu'il] ne [fera] aucun lobbying quel qu'il soit ». Approché par plusieurs banques, il a ainsi décliné les propositions, assure-t-il au quotidien, dans l'idée « d'éviter l'apparition d'un conflit d'intérêt ».

Moins d'un an après son départ de la FED, le prédécesseur de Ben Bernanke, Alan Greenspan, a travaillé en 2007 avec Deutsche Bank, ainsi qu'avec le géant de la gestion obligataire PIMCO, avant d'être recruté un an plus tard par le puissant fonds Paulson. Autre exemple : Timothy Geithner, ancien secrétaire au Trésor américain a rejoint la société de capital-investissement Warburg Pincus l'an passé. »

D'ailleurs, en France, Arnaud Montebourg vient d'intégrer la direction générale du groupe Habitat (qui devrait pas tarder du coup à connaître une situation financière délicate, je vous parie un billet (petit)).

Ou encore souvenez-vous de Nicolas Sarkozy, à peine plus président de la République, qui souhaitait créer un fonds d'investissements de 2 milliards de dollars avec des Qataris.

## **La moralisation des pratiques et le refus de l'appât du gain !**

Soyons clair, ce qui fait la différence entre un De Gaulle et le reste, ce qui fait la différence entre un chef d'État qui entre dans l'Histoire et tous ceux qui s'y perdent, c'est bien souvent l'absence de cupidité.

Diriger une nation c'est avant tout faire preuve d'un grand sens du bien commun et du bien public. Nous avons un immense problème de gouvernance mondiale.

Nous avons un immense besoin de dirigeants qui penseraient avant tout à

leurs peuples et pas à leurs intérêts financiers personnels. Hélas, la situation est très mauvaise sur le front de la « moralité »...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Hollande : les Mistral seront remboursés s'ils ne sont pas livrés**

Oui, c'est effectivement la moindre des choses que de rembourser le prix de la chose achetée et non livrée... Cela se fait assez souvent dans le commerce. Le problème c'est que toute cette histoire entraîne également des coûts supplémentaires au-delà du prix des navires mais également des pertes indirectes comme l'absence de ces navires dans l'arsenal russe.

La question est désormais de savoir quelles sont les pénalités que vont demander les Russes.

*Charles SANNAT*

### **Grèce : Le gouvernement pioche dans les réserves d'argent des entreprises, l'opposition critique**

Pour le moment, le gouvernement grec gagne du temps.

De deux choses l'une. Soit Tsipras n'a aucune idée de comment se sortir de là et n'a aucune stratégie, soit au contraire il apparaîtra dans quelques mois comme l'un des plus grands dirigeants mondiaux de ce nouveau siècle.

*Charles SANNAT*

ATHÈNES, 21 avril (Xinhua) – La décision du gouvernement grec de recourir aux réserves d'argent liquide des compagnies nationales pour couvrir les obligations financières imminentes et éviter une crise menaçante a été fortement critiquée par les partis d'opposition et les autorités locales mardi.

Le gouvernement de gauche a ouvert la voie au transfert obligatoire de ces réserves de liquide sur un compte de la banque centrale grecque dans les 15 prochains jours.

Seuls les fonds d'assurance sociale et les entreprises nationales cotés à la bourse d'Athènes ont été exemptés. Selon des estimations, le gouvernement garantira de 1 milliard à 2 milliards d'euros par le biais de cette mesure.

Les ministres du cabinet ont avancé que cette pratique était répandue au sein de l'UE pour répondre aux besoins d'argent dans des cas extraordinaires.

Ils ont promis d'emprunter les réserves de liquide, qui ne sont pas nécessaires dans un avenir proche par les entreprises, avec des taux d'intérêt plus élevés de 2,5 %, au lieu de 1 % proposé par les banques commerciales.

Les partis d'opposition, les gouverneurs des régions ainsi que les maires ont qualifié cette initiative d' »inacceptable et anticonstitutionnelle ». Selon eux, elle causera des problèmes au niveau des paiements des salaires dans les administrations locales.

Ils ont insisté sur le fait que le fonctionnement de l'administration locale était protégé par la Constitution grecque et ont menacé de mener des actions légales contre le décret.

Pour les analystes politiques et financiers à Athènes, cette mesure montre que les coffres de l'État ne sont pas loin de s'assécher et que le gouvernement doit tout faire pour atteindre ses fins.

Sans aide internationale depuis le mois d'août dernier, la Grèce se bat pour rembourser ses échéances de prêt auprès du Fonds monétaire international (FMI) et verser les retraites et salaires des fonctionnaires depuis mars.

L'impasse a intensifié les scénarios d'une crise imminente d'argent liquide, d'une faillite à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone euro après cinq ans de sacrifices douloureux de la part des Grecs pour sortir de la crise.

## **Sears sera-t-il le prochain ?**

**Les revenus du détaillant ont chuté de près de 20 %**

**Diane Tremblay Journal de Montréal 21 avril 2015**

**Après les fermetures de Target, Future Shop, Mexx, Les Ailes de la Mode, le professeur à l'école des HEC Jacques Nantel prédit la disparition d'un autre grand joueur dans le commerce de détail, soit Sears Canada, qui a enregistré une baisse de 17,7 % de ses revenus au quatrième trimestre.**

Selon lui, d'autres bouleversements majeurs sont à prévoir dans le commerce de détail au Canada.

«Il y en a un qui me vient à l'esprit. Si vous avez des cartes-cadeaux, c'est le temps de les passer. C'est un grand détaillant qui commence par S...», a-t-il

laissé deviner.

Au total, 1045 magasins dans le vêtement, regroupés sous 116 enseignes, ont fermé leur porte dans le commerce de détail au Québec de 2004 à 2014.

«Ça ne veut pas dire que le commerce de détail est mort. Bien au contraire. Il y en a d'autres qui poussent», a-t-il ajouté.

La fermeture de Future Shop était prévisible. Près de 33 % des ventes effectuées par commerce électronique consistent justement à acheter des produits électroniques, bien avant les livres, les vêtements et les meubles.

«Future Shop et Best Buy étaient au cœur de ça et ils ne l'ont pas vu. Ça arrive, même pour les plus grandes chaînes, de passer à côté», a poursuivi M. Nantel, qui est également vice-président chez Léger.

Les ventes de Future Shop s'élevaient à 470 \$ pi<sup>2</sup>, tandis qu'elles se chiffrent à 5600 \$ pi<sup>2</sup> chez Apple Store.

«De plus en plus, on risque de voir des petits magasins. Les Apple Store ne sont pas des magasins extraordinaires, mais il y règne une atmosphère extraordinaire. Une des choses qui me fascine, c'est que les gens se parlent les uns les autres. C'est le règne de la tribu.»

L'essor du commerce électronique a une conséquence directe sur l'infrastructure commerciale.

### **Situation préoccupante**

Les ventes dans les magasins au Canada ont connu une augmentation de 7 % entre 2008 et 2013, alors que le nombre de pieds carrés par consommateur a chuté de 8 %.

«Si on fait une extrapolation en raison des récentes fermetures, on est autour de 10 % de moins de pieds carrés. C'est exactement le pourcentage des ventes qui passent maintenant par le commerce électronique», a fait observer M. Nantel.

Plus de la moitié des achats en ligne effectués au Québec sont dirigés vers des entreprises à l'extérieur de la province, une situation préoccupante pour le professeur puisqu'elle prive l'économie d'un important pouvoir d'achat.

# Energie : entre pétrole et nucléaire...

Patrick Reymond 22 avril 2015

Vous savez à quoi on reconnaît qu'on est devenu un vieux con ? C'est qu'il n'a pas compris que les mécanismes antérieurs ne répondent plus de la même façon.

Prenons le pétrole. Après 1973, toute baisse du prix était une aubaine, ou regardée comme telle, et toute hausse vue comme nuisible.

Mais la dernière hausse, depuis 2000, a été trop longue pour ne pas marquer durablement, même s'il y a eu baisse en 2009. Elle a été trop mal amortie.

Le surplus de production, apporté par le pétrole de schiste et lui seul, et l'asthénie globale de la demande, y compris dans un pays comme la Chine, a provoqué une dégringolade des prix, ceux-ci étant liés à des quantités marginales qui impactent la totalité de la production.

Il est clair que les subventions au fossile, alliés au plus de 762 milliards d'investissements dans le pétrole (classique, prévus en 2015) en termes annuels, alliés au plus de 700 milliards (annuels) dans le pétrole de schiste seront lourds à porter.

En un mot, on a certainement atteint le seuil où le secteur économique n'est plus rentable, et déclenche de manière quasi-automatique, des politiques individuelles ou collectives, de restrictions.

Si les Yankees ont pu penser que la "crise était fini", et que leur SUV, qui ne font plus "QUE" 9.3 litres au cent, sont une adaptation suffisante, ils vont vite être déçus.

Compagnies et états risquent désormais de consommer à une allure effarante leurs revenus du pétrole, ainsi que leurs stocks accumulés de dollars.

C'est déjà une réalité tangible chez la plupart des producteurs, et finalement, l'occasion a été saisie au vol au Kremlin, de désintoxiquer son économie de sa rente pétrolière, énergétique et minière, poursuivant ainsi une vraie politique de développement de long terme, commencée chez les tsars, nettement accentuée sous Staline, et qu'on cherche à faire arriver à maturité aujourd'hui.

Ce que le FMI n'a pas compris, c'est que le pétrole, et sa baisse, loin de relancer l'investissement, le ralentisse, pour la raison que c'était largement lui, l'investissement.

En France, et dans le monde, c'est la filière EPR qui a du plomb dans l'aile, et qui plus est, pourrait plomber définitivement le nucléaire.

Les surcoûts sont importants partout, et en Finlande, il y a aussi asthénie de la demande. Gros consommateur d'électricité, le secteur bois y est en crise : "L'EPR basé à Olkiluoto pourrait être abandonné. " Avec la Chine, on était au bord, semble t'il, de l'incident diplomatique...

Bien entendu, le clou sur le cercueil, c'est que partout dans le monde, désormais, on sait que 100 % d'électricité renouvelable, ce n'est plus de l'ordre du rêve, mais un fait.

Même EDF dit des mots qui fâchent, ou plutôt, ne dit plus certains mots. Et parle de transition, sans parler de nucléaire. Le noyau nucléaire, risque fort, de se retrouver au strict noyau nucléaire, et y aurait il chez les supercadres d'EDF la volonté de conserver leurs rentes, en se coupant une main, tout en se disant, que finalement, là n'est pas le plus important ?

## Charbon : la Chine tourne la page...

Patrick Reymond 23 avril 2015

Finalement, un triomphe peut être de très courte durée. En Chine, les autorités ont une politique, un chouia de nucléaire, et un investissement massif dans le renouvelable, pour tourner la page du charbon.

Le dit charbon doit, d'ailleurs, voir ses prix soutenus, parce qu'avec la baisse de consommation aux USA, c'est désormais un secteur pleinement en crise.

Mais, comme je l'ai dit, tous les problèmes du renouvelable sont compensés par un fait : une fois que l'investissement initial est fait, il n'y a plus de dépenses d'approvisionnements...

RWE dit, en Allemagne, "craindre une sortie désordonnée du charbon".

Les fonds de pensions norvégiens, eux, bannissent le charbon, qui risque, au niveau mondial, une crise profonde.

Voilà, ce qu'on reproche au renouvelable, d'empêcher de danser en rond...

## La Chine inquiète

Pierre Sabatier , avril 21, 2015/par Les Econoclastes

La Chine inquiète, et c'est pourquoi notre Econoclaste Pierre Sabatier, auteur de *La Chine, une bombe à retardement*, était sur le plateau de l'Oeil du pro la semaine dernière pour débattre avec Frédéric Rollin. Cette intervention a été divisée en trois parties axées chacune sur un grand thème.

### **Le ralentissement chinois est-il inquiétant ?**

Un ralentissement de la Chine en terme de croissance ne serait dans le fond pas inquiétant si le modèle économique chinois était dans une phase de transition d'un modèle tourné vers les exportations et l'investissement à un modèle centré sur la consommation de la population chinoise.

Cependant, et vous l'avez probablement compris grâce aux nombreuses intervention de nos Econoclastes Olivier Delamarche et Pierre Sabatier : la Chine n'a pas changé son moteur de croissance (cf. [BFM du 13 avril](#) ou plus récemment [BFM du 20 avril](#)) et s'entête dans un modèle d'investissements massifs cumulé à des crédits bien trop élevés.

Retrouvez la première partie du débat en vidéo à cette adresse :

[http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m\\_actu&ida=538492-chine-faut-il-vraiment-s-inquieter](http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m_actu&ida=538492-chine-faut-il-vraiment-s-inquieter)

### **La Chine va-t-elle connaître sa crise des *subprimes* ?**

« Si l'on regarde l'immobilier chinois dans son ensemble, nous ne sommes pas sur des niveaux de bulle. Sauf que la Chine est coupée en deux : on trouve d'un côté la Chine côtière, celle qui est tournée vers le monde et réalise 90 % des exportations chinoises, de l'autre, le reste de la Chine. Quand on regarde les centres névralgiques, (...) c'est-à-dire les zones côtières, les ratios des prix de l'immobilier sur revenus disponibles dépassent l'entendement. Que ce soit à Shanghai ou à Pékin, il faut de 20 à 30 années de revenus disponibles [pour acheter un bien]. Chez nous, il en faut quatre ou cinq. »

De plus, concernant les constructions chinoises, pour l'instant une partie de ces dernières n'est pas utilisée rendant donc ces investissements potentiellement non rentables.

Concernant le financement des achats immobiliers, même si l'Etat chinois a empêché les ménages de trop s'endetter et que ces derniers possèdent un fort

taux d'épargne selon Frédéric Rollin, il ne faut pas oublier deux choses comme le rappelle Pierre Sabatier :

1. l'épargne des ménages, dont le taux est très élevé d'un point de vue occidental, n'est pas employé de la même manière que dans nos pays développés
2. en Chine le *shadow banking* est beaucoup plus utilisé par les ménages que dans nos sociétés occidentales.

Retrouvez la deuxième partie du débat en vidéo à cette adresse : [http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m\\_actu&ida=538496-vers-une-crise-des-subprimes-en-chine](http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m_actu&ida=538496-vers-une-crise-des-subprimes-en-chine)

### **La Chine a-t-elle les moyens (financiers) de faire face au pire ?**

Alors que les investisseurs tentent de se rassurer grâce à l'argument des réserves en dollars de la Chine, Pierre Sabatier n'hésite pas à le démystifier :

1. « les réserves de change n'augmentent plus depuis un petit moment »
2. « En quelle monnaie [la Chine] a-t-elle libellé ce trésor de guerre ? En monnaie extérieure, ce qui signifie très concrètement que si elle veut l'utiliser, il lui faut transformer du dollar ou de l'euro en yuan (...), ce qui aurait tendance à faire monter le yuan. Or, si vous vous trouvez dans une situation où vous devez réinjecter [de l'argent dans le circuit économique] et recourir à ce trésor de guerre afin de soutenir l'économie, c'est bien que votre économie se porte mal. Je ne crois pas que pour un pays tel que la Chine, aussi tourné vers l'extérieur, utiliser son trésor de guerre soit une possibilité, tout simplement parce que cela entraînerait l'appréciation de sa monnaie et nuirait à sa compétitivité. Ça la priverait aussi, à un moment où elle est confrontée à un ralentissement interne du levier des exportations. »

Retrouvez la troisième partie du débat en vidéo à cette adresse : [http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m\\_actu&ida=538505-la-chine-a-t-elle-les-moyens-financiers-de-faire-face-au-pire](http://www.sicavonline.fr/index.cfm?action=m_actu&ida=538505-la-chine-a-t-elle-les-moyens-financiers-de-faire-face-au-pire)

## **Face à la question grecque, il faut sortir de la morale**

**L'Edito du Mercredi 22 Avril 2015: Par Bruno Bertez Le blog à Lupus**

Nous avons renoncé à suivre au jour le jour l'actualité du conflit grec. Notez que nous qualifions cette affaire de « conflit », alors que nous devrions en

bonne logique objective ne parler que de « problème grec ».

La question Grecque est une question de macro-économie qui est mal posée, car elle est posée à la fois en termes moraux et en termes politiques.

En termes moraux car il est évident à lire les déclarations, que ce qui domine, c'est la volonté de punir le peuple Grec, de le briser et de lui faire payer les erreurs et fautes passées. Cela est particulièrement net dans les propos tenus par les Allemands et leurs suiveurs comme les Espagnols et les Français. Les Grecs, à les entendre sont coupables, donc nous sommes dans la morale.

Les fautes passées, c'est son comportement de pays du Sud, une certaine nonchalance, une absence de rigueur dans la gouvernance. Les fautes passées, ce sont les caractéristiques du système Grec, de sa société et de son identité.

Les erreurs passées, ce sont les erreurs des plans successifs qui ont été imposés et acceptés. A cet égard, il faut oser dire que ces plans étaient mal conçus, qu'ils reposaient sur des théories et des mécanismes économiques qui se sont avérées inadaptés, comme le fameux multiplicateur fiscal qui a plongé le pays dans la récession sans rééquilibrer les comptes. Les théories du FMI, des eurocrates et de la BCE ne s'appliquent pas à un corps social, économique et culturel qui n'en est pas redevable. Le système Grec n'était et n'est toujours pas le système idéal sur lesquels les apprentis sorciers ont travaillé. Il est différent et l'économie, c'est une somme de comportements.

Le diagnostic établi sur la situation Grecque était trop approximatif, le malade n'était pas ce que l'on croyait, il a réagi autrement que prévu. Les remèdes ont été pire que le mal, ils ont fait d'un problème à 30 milliards d'euros, une impasse à 230 milliards, ils ont mis la population au chômage improductif et disloqué les mécanismes de production, détruit les institutions et délégitimé l'organisation politique.

La moralisation des questions économiques est un vieux problème et dans le passé on l'a résolu en abandonnant la catégorie « morale » et en la remplaçant par le calcul économique du « bien commun ». Au lieu de considérer le système Grec et sa seule culpabilité, il convient et on y viendra, de considérer le système européen comme un tout, comme une entité totale dans laquelle les déséquilibres des uns se retrouvent ailleurs et où les pertes des uns pèsent sur la prospérité de l'ensemble. Ce qui est choquant, c'est de

constater que ceux qui prétendent considérer l'Europe comme un ensemble viable sont incapables de raisonner en termes globaux, de bien commun, ils sont les premiers à avoir un raisonnement non systémique, un raisonnement en termes de parties et non pas en termes de « tout » !

Tout créancier normal et rationnel sait que la valeur de ses créances repose sur la capacité du débiteur à produire des richesses et à se mettre au travail. Dans le cas Européen, on l'oublie et on veut que la Grèce accepte de se plier à des réformes qui sont destructrices et gaspilleuse de richesses présentes et potentielles. On détruit la capacité Grecque à produire les ressources nécessaires au remboursement.

Mais il y a plus, on entretient l'incertitude partout en Europe, sinon dans le monde, on pousse à l'extrême les risques, ce qui fait que cela est contre-productif et contrarie les actions stimulantes ou supposées telles de la BCE, de la baisse du change et de la chute du cours des matières premières. Le passage à vide actuel est flagrant, le bon sens commande d'en imputer la cause à l'incertitude de la situation. Une épée de Damoclès est suspendue sur le système Européen et même mondial en raison des conséquences non connues d'un éventuel défaut Grec et en raison des effets de contagion non maîtrisés. On a vu les primes de risque se retendre sur les pays du Sud. Les banques sont obligées d'en tenir compte, cela renforce la frilosité et pèse sur les prises de risque en matière de crédit. Les remarques Américaines récentes le soulignent à juste titre.

Le calcul rationnel, économique et financier qui est seul porteur de solutions optimum est celui des avantages et des inconvénients qu'il y a à étudier une restructuration de la dette, des dettes Grecques. On ne peut à la fois se vouloir « un ensemble » et raisonner en termes de parties, cela est contradictoire et donc gaspilleur et inefficace. Une restructuration technique, c'est à dire fondée sur les mécanismes qui ont été éprouvés dans le passé, peut optimiser aussi bien la situation du partenaire Grec que la situation de l'ensemble européen et des créanciers divers. L'optimisation restaurera la capacité de remboursement de la Grèce, donc valorisera réellement et non fictivement les dettes de ce pays. Le renforcement donnera une vraie valeur aux créances alors que celle-ci n'est que fictive et soutenue par la BCE c'est à dire par l'ensemble des contribuables européens et singulièrement allemands.

Une restructuration n'est pas un cadeau, c'est une opération vérité, réaliste.

On ne gagne rien à tenter de maintenir la fiction de valeur de ce qui est non recouvrable.

L'argument de la psychologie, de l'exemple et de la contagion ne tient pas. Il est souvent invoqué, c'est l'argument des juristes, or Schauble est malheureusement un juriste, pas un économiste ; plus c'est un aigri, un père fouettard.

Schauble ne veut pas que l'exemple Grec soit utilisé par les Italiens et les Espagnols par pour obtenir de rabais sur leurs dettes, c'est un argument de juriste simplet qui conduit à punir les délinquants pour l'exemple afin que d'autre se soient pas tentés de les imiter.

Cela n'a jamais empêché la délinquance, cela ne fait que donner des satisfactions de vengeance à ceux qui se considèrent comme victimes. La catégorie de l'économique et du politique n'est pas assimilable à celle du juridique, on l'a vu dans l'histoire lorsqu'il s'est agir de restructurer et de rendre supportable ... les dettes Allemandes. Là, la sagesse et le réalisme ont prévalu, grâce il faut le dire aux anglo-saxons, ils ont une attitude et des logiques plus adaptées face à ce type de question.

Et puis il y a la question politique, elle crève les yeux, mais on n'en parle pas. Dans cette affaire, c'est l'Allemagne qui prend une fois de plus le leadership, elle impose ses vues. A un tel point que, même ceux qui pensent autrement n'osent pas l'exprimer. La position de la France en bonne logique devrait être celle de la raison, pas celle de la générosité ou de l'amitié comme le suggère Giscard, non elle devrait être le pays qui, grâce à sa situation moyenne fait prévaloir, le bon sens, le calcul raisonnable et l'intérêt général de l'Europe. Hélas, la France n'est gouvernée, c'est le chien crevé au fil de l'eau, le suivisme béat.

## Une "Gross" envie d'argent

*Posté le 22 avril 2015 par Bruno Colmant*

Bill Gross est le bien nommé.

L'ancien CEO de Pimco (un gestionnaire d'actifs obligataires), passé chez Janus (un Dieu romain à double visage qui est aussi ... un gestionnaire obligataire), a une grosse, une très grosse, une gigantesque, une gargantuesque envie d'argent.

Avec lui, on ne parle pas de milliards, mais de dizaines de milliards.

Pourquoi avoir moins quand on peut avoir plus avec l'argent des autres ?

Et puis, un peu plus, c'est mieux, surtout quand c'est en plus du reste.

On dit d'ailleurs Bill Gross mécène, alors qu'il possède une des plus belles collections de timbres-poste du monde.

Et le héros de Bill Gross est bien sûr Georges Soros, philosophe et philanthrope sur le tard, qui aime tellement l'argent qu'il a fait sauter la livre sterling du Système Monétaire Européen en 1992. Pour Soros, auto-proclamé bienfaiteur de l'humanité, prédicateur de la frugalité et référence spirituelle irradiante, un petit gain de boursicoteur ne suffit pas : il lui faut tout un pays. Les interventions médiatiques et sentencieuses de Georges Soros ne sont d'ailleurs que le pâle reflet de ses introspections philosophiques refoulées. Mais, malheureusement pour nous, Georges Soros n'a pas encore atteint le stade ultime du dépouillement matériel et de l'abnégation monétaire : il aime bien l'argent. Pas un peu d'argent, mais beaucoup d'argent.

Comme Bill Gross.

Comme l'élève veut dépasser le maître, Bill Gross s'intéresse à l'Allemagne.

Son raisonnement est cohérent : comme les taux d'intérêt allemand sont tellement bas que même Luther et Calvin s'en seraient émus, il est certain que ces taux d'intérêt remonteront jusqu'à près de 2 %, comme aux Etats-Unis.

En vendant à découvert des obligations allemandes qu'il rachètera plus tard à prix réduit (lorsque les taux d'intérêt seront remontés), il espère donc engranger des milliards.

Il qualifie même la vente à découvert d'obligations allemandes de "pari d'une vie" (terrestre, s'entend, et pas encore spirituelle).

Soros fut qualifié d'homme qui avait fait sauter la banque d'Angleterre.

Bill Gross rêve d'être celui qui aura pulvérisé le système bancaire allemand, qui serait incapable de supporter une hausse brutale de taux d'intérêt.

On le voit : avant de devenir un mécène ou un philanthrope, il faut gagner beaucoup d'argent.

Tout passe, comme une lettre à la poste, chez le bien nommé Bill Gross collectionneur de timbres...

# L'économiste en chef de la Citibank propose d'abolir l'argent liquide

par Audrey Duperron · 22 avr. 2015 Express.be

Lorsque la conjoncture économique devient mauvaise, les banquiers centraux disposent d'un outil pour stimuler l'économie : ils peuvent réduire les taux d'intérêt pour inciter les agents à souscrire des crédits. Au cours des dernières années, de nombreuses banques centrales y ont eu recours, mais elles butent sur une difficulté : des taux d'intérêt proches de zéro, voire négatifs, n'ont aucun effet sur l'argent liquide. En effet, pourquoi les gens conserveraient-ils leur argent sur un compte d'épargne, en risquant de perdre de l'argent compte tenu des taux d'intérêt négatifs, alors qu'ils ont la possibilité de le garder en liquide, et de n'essuyer aucune perte ?

Willem Buitter, Economiste en chef de Citibank, a étudié ce problème, le problème du taux plancher ('ELB' pour 'effective lower bound'), et il livre sa conclusion : il n'existe pas de bonne raison de maintenir les espèces dans l'économie.

Il rappelle qu'un fort taux d'intérêt négatif est parfois nécessaire pour relancer l'économie. Mais les banques centrales ne peuvent utiliser cette option, en raison de la convergence des taux d'intérêt vers un taux plancher en raison de l'existence des espèces, qui supportent un taux d'intérêt zéro, et permet donc aux gens d'éviter facilement les taux nominaux négatifs.

Buitter propose donc d'abolir l'argent liquide pour contourner ce problème. Il n'est pas le seul : d'autres économistes, et notamment Ken Rogoff, sont parvenus à la même conclusion.

L'économiste de Citibank propose une approche sur trois volets. D'abord, il faudrait abolir l'argent liquide. Ensuite, les détenteurs des espèces restantes devraient être taxés. Enfin, le taux de change fixe de la monnaie à l'égard des réserves de la banque centrale devrait être levé.

Il comprend clairement qu'il y aurait beaucoup de résistance contre un tel plan. Il a donc dressé la liste des critiques possibles, afin de confronter ses objections :

1. Abolir les espèces va changer la vie de beaucoup de gens, et susciter pour cette raison une grande résistance.

2. Les pauvres et les plus âgés utilisent beaucoup l'argent liquide. Buitter suggère de laisser subsister de très petites coupures, non supérieures à 5 euros par exemple, pour répondre à cette demande.
3. Les banques centrales et les gouvernements perdront leurs revenus de seigneurage, c'est-à-dire la possibilité d'imprimer de l'argent pour payer leurs dépenses.
4. Le respect de la vie privée ne pourrait plus être assuré dans les transactions financières, ce qui pose le risque de l'intrusion excessive des gouvernements.
5. Donner l'exclusivité aux paiements électroniques pourrait poser de nouveaux risques en termes de sécurité.

Néanmoins, d'après Buitter, ces arguments ne sont pas suffisamment convaincants, compte tenu que la suppression de l'argent liquide comporterait plus d'avantages.

Cependant, la probabilité qu'un pays du monde décide d'adopter cette mesure demeure extrêmement faible à l'heure actuelle.

## Qu'est-ce que l'argent en 2015 ?

Michel Santi avril 2015

L'argent n'est qu'un moyen de paiement. Du reste, tout médium généralement accepté en tant que paiement pour des marchandises et pour des services est, par définition, assimilable à de l'argent. Cette qualification de l'argent autorise en conséquence de constater plusieurs types d'argent en circulation et en usage dans nos sociétés et économies. En effet, les billets de banque et transactions électroniques affectant nos comptes bancaires sont loin d'être la seule forme de monnaie d'échange utilisée.

Certes, la monnaie scripturale (comptes) et fiduciaire (espèces) est incontestablement un déterminant majeur de notre identité nationale. Ainsi, il va de soi que le dollar américain, le yen japonais et même l'euro invoquent – et évoquent – chacun à sa manière un contexte politique et social très différent. De même, le contrôle de sa monnaie par une nation est-elle un des attributs fondamentaux de sa souveraineté. Le corollaire étant qu'un pays qui indexe sa monnaie nationale à une monnaie étrangère (dollarisation de certains pays en développement), ou qui délègue sa politique monétaire à une

banque centrale supra nationale (comme les membres de l'euro) est un pays qui perd sa souveraineté monétaire et qui ne parvient plus à contrôler ou à réguler l'argent en circulation sur son territoire. A cet égard, un pays comme le Liban ayant indexé sa monnaie au dollar, et un pays comme la France (qui n'a aucun contrôle sur la BCE) ont perdu leur souveraineté en matière de politique économique.

Ceci étant dit, si les espèces constituent le premier medium de paiement au sein des pays en développement et des émergents, c'est les paiements par comptes et par cartes bancaires qui prédominent de très loin au sein des sociétés économiquement développées. Les transactions électroniques sont donc de facto devenues de l'argent! Comme ces comptes et autres cartes de paiement sont émises et contrôlées par le système bancaire, il est possible d'en déduire que c'est les banques et que c'est les crédits bancaires qui, au sein des économies modernes, créent désormais l'argent. Il en est autrement des pays en développement où, du fait de l'utilisation toujours massive de cash, la création monétaire du système bancaire privé a nettement moins d'importance.

Pour autant, l'usage des espèces tend également à disparaître dans certaines nations émergentes pionnières, comme au Kenya, où elles sont progressivement remplacées par les paiements via téléphone mobile et « e-credit ». Comme ces moyens de paiement sont échangeables à tout moment avec la devise du pays à un cours déterminé par le prestataire de services, le e-credit devient donc du coup une alternative viable à la monnaie nationale. Du coup, il est possible de conclure que plusieurs monnaies d'échange sont admises dans un pays comme le Kenya. Pour autant, ces nouveaux moyens de paiement ne sont pas les seuls à être admis dans nos sociétés car ils coexistent à côté d'autres formes d'argent qui ne sont pas directement convertibles contre la monnaie nationale.

Ainsi, les cartes émises par certains commerces, comme les cartes émises par les compagnies aériennes offrant des « miles » à leurs utilisateurs, permettent pour les unes de faire ses achats dans les magasins concernés et pour les autres de les échanger contre des billets d'avion, voire d'acheter des biens et marchandises dans certains commerces affiliés. Si ces moyens de paiement ont un usage par définition restreint, ils peuvent néanmoins être qualifiés d'argent car ils sont aussi un medium d'échange. Il en va de même des

monnaies électroniques internationales, comme le Bitcoin ou Paypal, qui disposent de leur propre réseau et qui sont désormais accessibles pour paiement sur téléphone portable. Par ailleurs, la dette publique est une ultime forme d'argent très couramment employée parmi les intervenants des marchés financiers. La dette publique de certains Etats fiables (Etats-Unis, Allemagne, France, etc.) est en effet abondamment utilisée comme moyen de garantie et comme pourvoyeuse de liquidités dans l'ensemble du circuit tentaculaire de la finance mondiale.

En dépit de toutes ces représentations et de toutes ces formes variées, l'argent n'a pourtant aucune valeur intrinsèque. Sa seule utilité est de quantifier des denrées et des services, sinon impossibles à comparer l'un à l'autre. Voilà pourquoi l'argent est très souvent confondu avec ce qu'il nous permet de nous payer, et voilà pourquoi l'importance accordée à ce médium d'échanges n'est en réalité qu'une projection – souvent une obsession- de ce que l'on voudrait acquérir. L'argent a donc totalement perdu sa fonction originelle neutre et relative, car la valeur d'un bien qu'il permet d'acheter diffère considérablement d'un usager à l'autre. L'argent n'est par exemple d'aucune utilité en cas de famine si je ne parviens pas à l'échanger contre du pain. Il est vrai, à l'inverse, que les biens même les plus tangibles, comme par exemple l'immobilier, n'ont de la valeur que parce qu'il est possible de les échanger contre une forme d'argent. S'il n'est pas surprenant que l'on opère une confusion entre l'argent et ce qu'il nous permet d'acheter, il est pourtant crucial – économiquement et philosophiquement – d'opérer une distinction claire entre médium d'échanges et objet de nos désirs.

En effet, si l'or représente une valeur souvent refuge, il n'est en aucun cas assimilable à l'argent car il ne peut plus être échangé comme moyen de paiement depuis l'abolition de l'étalon or. Tout sujet de fixation d'angoisses primaires voire barbares qu'il fût, l'or est donc bien distinct de l'argent. Il dispose certes d'un pouvoir d'attraction pour les obsédés de l'inflation et ceux qui ont perdu confiance en une monnaie dont ils n'ont plus confiance du fait de la création monétaire intensive des banques centrales, mais l'or n'est pas de l'argent. En définitive, l'argent doit impérativement circuler et il perd toute son utilité pour la société s'il est conservé, épargné, caché. Son usage, sa dépense et son investissement doivent être encouragés car ils permettent de promouvoir la croissance, tandis que l'interruption de son utilisation paralyse la société, et rend l'argent aussi inutile que des lingots d'or. Pour autant, la

prolifération actuelle des différents médiums d'échanges fausse la donne. En effet, comment prétendre définir ou contrôler l'argent, et comment l'utiliser de manière optimale pour la société, en présence de tant de nouveaux moyens de paiement? Un Bretton Woods entièrement dédié à redéfinir l'argent s'impose donc.

## L'étalon immobilier

Michel Santi avril 2015

Les autorités américaines envisageaient sérieusement de nationaliser des pans entiers de leur système bancaire, au plus fort de la crise de 2008. Quoiqu'il en soit, le gouvernement fédéral avait à la même époque complètement pris le contrôle de l'immense marché des hypothèques. Sans la garantie et sans le soutien total des pouvoirs publics de ce pays, le marché immobilier US (déjà dramatiquement sous pression à cause des prêts subprimes) aurait subi une liquéfaction désastreuse. Cette mainmise de l'Etat fédéral fut donc concrétisée à travers la nationalisation de « Fannie Mae » and « Freddie Mac », ces deux sociétés géantes qui prennent la relève lorsqu'un débiteur hypothécaire s'avère défaillant. Du coup, c'est pas moins de 65% des crédits immobiliers américains que contrôlent aujourd'hui ces deux entités, par rapport à 27% en 2006 ! Par ailleurs, les « Federal Housing Authority » et « Department of Veteran's Affairs » garantissent pour leur part 20% des hypothèques, contre à peine 3% en 2006. En conséquence, comme 9 prêts immobiliers sur 10 sont aujourd'hui cautionnés par le contribuable américain par rapport à 3 prêts sur 10 en 2006, le marché immobilier de ce pays se retrouve quasiment nationalisé!

Il est crucial de bien comprendre et cerner les enjeux. En effet, que les flambées immobilières ne nous induisent pas en erreur car, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, les multiples aides en faveur de l'accession à la propriété n'ont été que la manière la plus facile pour les banques et pour l'Etat de créer des capitaux afin de nous donner une illusion de confort matériel et, ce, à mesure que nos salaires pour leur part étaient en plein déclin. Le processus est élémentaire car l'argent créé par les banques est ainsi utilisé au jour le jour pour l'ensemble de nos transactions quotidiennes, sans même que l'on y pense ou qu'on le soupçonne. De fait, nos cycles économiques sont désormais très substantiellement affectés par le marché immobilier, car c'est

à ce dernier que nos économies doivent l'essentiel de la masse monétaire en circulation. Dès lors, et comme l'immobilier est le régulateur fondamental de notre croissance, toute crise immobilière exerce des effets quasiment dévastateurs sur l'ensemble de l'activité économique. L'effet multiplicateur du marché immobilier est donc magnifié, dans le bon sens mais surtout dans le mauvais, car huit des dix dernières récessions occidentales furent provoquées par des crises immobilières. En effet, en dépit de l'intégration de nos économies, malgré toutes leurs avancées technologiques et leur taille parfois gigantesque (comme celle des Etats-Unis), une tourmente immobilière dégénère quasi-immanquablement en récession généralisée, car l'immobilier est aux sources d'une création monétaire massive.

Comme le système financier, et avec eux les pouvoirs publics, sont pertinemment conscients des dangers existentiels d'une chute brutale de ce marché, c'est également le système de la valorisation des biens qui se retrouve faussé. Il y a en effet trois principales méthodes pour estimer la valeur d'un bien immobilier: le cash flow, le coût de remplacement et par comparaison. Cependant, comme le cash flow – c'est-à-dire les loyers – et comme les coûts de remplacement – c'est-à-dire la reconstruction pure et simple du bien en question – ne justifient évidemment pas les prix pratiqués, c'est donc la valorisation par comparaison qui prévaut. Cependant, comme le système bancaire privé s'adosse principalement sur l'immobilier pour sa création monétaire, et comme nul mécanisme ne saurait remplacer de nos jours l'effet de richesse induit par ce marché permettant de soutenir la consommation au sein de nos économies, nous nous retrouvons donc dans des situations aberrantes comme celle qui prévaut aujourd'hui aux Etats-Unis où c'est l'Etat qui contrôle de facto le marché immobilier.

En d'autres temps et avec l'or, ceci s'appelait l'étalon or, dont la convertibilité avec les billets de banque était légale et clairement définie. Aujourd'hui, les dollars et les euros que nous possédons sont indirectement convertibles contre de l'immobilier car l'essentiel de la monnaie créée par les banques est justifiée par l'essor du marché immobilier. Comme les banques et comme le « shadow banking » créent de l'argent ex-nihilo simplement adossé sur une valorisation de l'immobilier (dont on sait de surcroît qu'elle est fallacieuse), nous vivons donc – non dans un système d'étalon or – mais d'« étalon immobilier », où la quasi-totalité de notre monnaie n'existe que par ce marché et que pour encourager son appréciation.

# La Grèce va-t-elle faire défaut le 24 avril ?

Source : Coralie Delaume, pour son blog [l'Arène Nue](#), le 16 avril 2015.  
Blog d'Olivier Berruyer

A priori non, mais si les eurocrates continuent, ça va finir par arriver... (Olivier Berruyer)



**La Grèce va-t-elle finir par faire défaut ? C'est bien possible. Car le silence coupable de la France sur ce dossier et l'interlude marqué à l'occasion des fêtes de Pâques n'empêchent pas les choses de suivre leur cours et d'aller tranquillement.... dans le mur.**

Prochaine étape : l'Eurogroupe qui doit se tenir [le 24 avril à Riga](#). Évidemment, les « partenaires » de la Grèce vont l'y sommer une fois de plus de franchir ce que son gouvernement considère comme des « lignes rouges » : baisse des retraites et nouvelles encoches dans le droit du travail essentiellement. Tsipras ne semble pas prêt à céder là-dessus. Et l'Allemagne ne paraît pas disposée à lui faire quelque cadeau sur le sujet. Du coup, la situation pourrait demeurer bloquée. Le très souple et très conciliant ministre allemand des Finances Wolfgang Schauble [a d'ailleurs eu ces mots récents](#) : « *personne ne dispose du moindre indice laissant espérer que nous parviendrons à un accord sur un programme ambitieux* ». Bref, la Grèce ne semble pas prête de recevoir la tranche d'aide de 7 milliards d'euros qu'elle espère...

En attendant :

- Après la visite très commentée de [Tsipras à Moscou](#), c'est au tour de Yanis Varoufakis de se rendre aux États-Unis. [Il se dit qu'il y rencontrerait Barack](#)

Obama. Dans l'espoir que celui-ci mette un coup de pression amicale à son allié allemand ? On sait le Président américain attentif à l'évolution de la situation depuis le début. « *On ne peut pas continuer à pressurer des pays qui sont en pleine dépression* » avait-il affirmé dès le début du mois de février, faisant allusion à la Grèce.

- Hier, [Standard and Poor's a dégradé la Grèce](#). La note de sa dette a été abaissée d'un cran, à CCC+ assortie d'une perspective négative.

- L'idée de mettre en circulation [une « double monnaie » \(voir explications ici\)](#) pour payer les traitements des fonctionnaires et les retraites, est de plus en plus souvent évoquée, que ce soit dans la presse grecque ou dans la presse britannique.

- Celle qu'un défaut partiel de la Grèce pourrait intervenir immédiatement après l'échec – prévisible – des négociations de Riga, fait elle aussi son chemin, tant le pays commence à être à sec. Ce défaut, d'ailleurs, n'entraînerait pas forcément une expulsion de la zone euro. Et pour cause : rien, dans les traités, ne rend cette exclusion possible. Les créanciers du pays – essentiellement des acteurs publics depuis que l'UE, en 2010, [a généreusement aidé les banques françaises et allemandes](#) à se dégager du borbier et que le risque a été transféré vers les États-membres, le MES et la BCE – en seraient alors pour leurs frais. Et une crise politique majeure s'ouvrirait en Europe.

Bref, le calendrier est chargé. On attend les prochaines péripéties, je mets à disposition ci-dessous la traduction d'un article de l'excellent Paul Mason, qui suit tout cela attentivement sur son blog de Channel 4.

Dans cet article, le journaliste anglais développe deux idées particulièrement intéressantes : celle d'un éventuel défaut, donc. Mais aussi celle d'une possible scission de Syriza et d'un recentrage de Tsipras, qui s'allierait alors avec To Potami et le nouveau parti fondé par Papandréou sur les ruines du PASOK. Évidemment, ce ne sont-là qu'hypothèses et supputations. Mais c'est dense et informé !

\*\*\*

*Ce texte est la traduction d'un article [initialement paru ici](#).*

J'ai reçu un mail cette semaine, où on me prédit que la Grèce va faire face à une « rapture » (à un enlèvement, en fait. C'est un jeu de mots en anglais) avec la BCE dès le 24 Avril. En fait, mon informateur voulait dire « rupture »,

mais plus nous approchons de l'événement, plus je pense que le mot « rapture » décrit mieux ce qui peut désormais se produire.

Si le gouvernement de gauche radicale se retrouve effectivement dans une impasse avec ses créanciers à la fin du mois et que cela conduit à un défaut puis à une éjection éventuelle de la zone euro, alors la « rapture » telle que prévue par les fundamentalistes chrétiens – une journée apocalyptique durant laquelle la moitié du genre humain est brutalement propulsée vers les cieux – pourrait être une métaphore appropriée.

Pour une partie de Syriza, cela apparaîtrait comme une validation. Pour les autres, comme une damnation. Pour le peuple grec, dont 80 % veut rester dans l'euro à tout prix, cela pourrait ressembler à quelque chose comme la fin du monde tel qu'ils le connaissent.

Mais après trois semaines d'intenses négociations, le 24 avril commence à ressembler à une date limite. Nikos Theodorakis, responsable de la politique fiscale au ministère des Finances grec, aurait dit aux négociateurs de l'Eurogroupe que la Grèce se trouverait à court de liquidités après cette date.

Commençons par examiner les chiffres. La Grèce ne peut pas emprunter beaucoup d'argent sur les marchés, parce que sa dette de 320 M€ est considérée – à juste titre, je pense – comme insoutenable. Aucune politique d'austérité supportable par la société grecque ne suffirait à rembourser cette dette.

Donc, la Grèce essaie actuellement de survivre en dégageant un léger excédent budgétaire. Chaque année, le gouvernement tente d'être en excédent à hauteur de 1,5 % du PIB en dépensant moins qu'il ne perçoit en taxes.

Le principal problème est que ce résultat a été obtenu juste avant les élections. Or les chiffres affichés par le gouvernement conservateur précédent se sont avérés être inexacts.

Problème numéro deux : avec la fuite des capitaux générée par la fermeture de l'accès aux liquidités décidée par la BCE, l'activité économique est à l'arrêt, et le commerce extérieur s'effondre. Les recettes fiscales ont baissé en janvier-février, et bien qu'elles semblent être remontées en mars, cela tient principalement à un compromis : paiement rapide de traites sur les arriérés d'impôts et instauration d'une taxe forfaitaire par les banques. Mais semaine après semaine, l'État grec doit faire face au paiement des salaires et des

pensions à partir d'un minuscule excédent de trésorerie. Il est contraint de faire main basse sur les réserves de trésorerie de divers organismes publics afin de se maintenir à flots.

Problème numéro trois : même s'il dégage un petit excédent chaque mois, l'État grec doit « faire rouler » près de 15 milliards de dette cette année, en grande partie sous la forme de bons à court terme que les banques du pays devraient en principe acheter. Mais leur capacité à le faire est plafonnée par la BCE .

### **Un terrain d'entente ?**

Depuis le début, le temps a travaillé en faveur des créanciers de la Grèce et des adversaires de Syriza.

Lorsque la BCE, en février, a fermé à la Grèce l'accès aux liquidités normales et plafonné celui aux liquidités d'urgence, il était évident que cela allait accélérer le bank run amorcé durant le dernier mois de règne du gouvernement précédent. Cela a en partie – mais en partie seulement – contraint le ministre des Finances Yanis Varoufakis à une reculade à l'occasion de l'Eurogroupe du 20 février.

Depuis lors, le principal objectif de Varoufakis est d'essayer de prouver qu'il existe une version de gauche et anti-austéritaire des « réformes structurelles » qui soit acceptable par les créanciers, et les convaincre d'accorder les 7 Mds d'aide qu'ils bloquent actuellement. Mais même un déblocage de cette aide ne constituerait qu'une prémisse à d'autres négociations, portant sur la manière dont pourrait être rééchelonnée une dette de 320 milliards. La dernière mouture des propositions grecques – un document de 26 pages en anglais – a été considérée comme passible d'un tel accord. Mais la question va bien au-delà de la crédibilité budgétaire d'Athènes.

La majorité pro-euro au sein de Syriza a, semble-t-il, mal calculé la force de l'opposition à laquelle elle serait confrontée au sein de la zone euro. Certes, elle a l'appui des États-Unis. Et la France et l'Italie émettent de petits gazouillis sympathiques. Mais tout cela est contrebalancé par une coalition de pays pro-austérité rangés derrière l'Allemagne, qui bloquent toute tentative de la Commission européenne de négocier un compromis. Dès lors, chaque fois qu'un accord semble se dessiner, l'Allemagne et un groupe d'alliés qui lui sont proches depuis la seconde guerre mondiale, bloquent toute avancée,

que ce soit au sein de la BCE ou de l'Eurogroupe.

### **Impasse**

La profondeur de l'attachement de Syriza à l'euro a été démontrée lorsque l'économiste-gourou du parti, Euclid Tsakalotos, s'est adressé aux députés à Westminster le mois dernier. Face aux encouragements à quitter l'euro venus de députés travaillistes de l'aile gauche, Tsakalotos est revenu sur les expériences tentées par les gauches britannique et française dans les années 1980, soldées par ce qu'il appelle « l'impasse » de solutions économiques nationales.

Ainsi, la direction de Syriza est marié à la zone euro, mais la zone euro est actuellement formatée pour écraser Syriza. Avec le ralentissement de la croissance et des recettes fiscales artificiellement soutenues par des taxes exceptionnelles, cela ne peut durer éternellement.

Les grandes entreprises, en Grèce, sont loin d'être aussi hostiles à Syriza qu'on pourrait le penser. Beaucoup d'hommes d'affaire voient ce parti aux « mains propres » comme le seul capable de s'attaquer au népotisme et à la corruption qui ont ruiné l'économie grecque pendant des décennies. Ajouté à cela, il y existe une frange de conservateurs grecs réunis autour de la dynastie Karamanlis qui serait, m'a assuré un ex-député proche d'eux, « prête à aider » Syriza.

Si vous ajoutez à cela le petit parti de centre-gauche Potami et le nouveau parti formé par l'ancien Premier ministre George Papandreou, il y existe incontestablement une base pour un « gouvernement de centre-gauche » dirigé par Syriza, qui agirait comme un « gouvernement d'unité nationale », appliquerait un programme essentiellement dictée par Berlin, mais avec certains aménagements pour apaiser les membres et les électeurs de Syriza.

Ceci, en tout cas, constitue la nouvelle stratégie des milieux d'affaires vaguement de centre gauche – et leur souhait de la voir mettre en œuvre a été aiguë par le fait que Syriza semble poussé vers une collaboration économique avec la Russie, l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Chine.

### **Encourager une scission**

Mais la gauche de Syriza est forte. La Plateforme de gauche, dirigée par le ministre de l'énergie Lafazanis, est fortement anti-euro et se sent légitimée par les événements. Elle se compose essentiellement d'anciens du

communisme traditionnel et constitue l'extrême-gauche à l'intérieur de Syriza. Mais elle a été rejointe lors du dernier vote interne au parti par une franche plus moderniste et par les tenants d'une gauche plus « horizontale », jusqu'à atteindre 41% des voix contre l'accord conclu par Varoufakis le 20 février.

Il existe donc une pression croissante, exercée de l'intérieur et de l'extérieur du parti, qui pousse vers une scission au sein Syriza et un départ de la Plateforme de gauche du groupe parlementaire. Tsipras serait alors contraint de s'appuyer sur de le centre-gauche et sur les conservateurs de l'aile Karamanlis au sein du Parlement grec. Toutefois, il y existe une troisième force que les éditorialistes des journaux financiers ont tendance à oublier cependant qu'ils contemplant une Grèce ballottée entre Berlin et Moscou : le peuple grec lui-même.

Jusqu'à présent, il a été très calme. Les « mouvements sociaux » – les syndicats, les groupes anti-fascistes, les banques alimentaires, les assemblées locales et autres – étaient, ainsi qu'un vieux militant me l'a expliqué, « épuisés » au moment où Syriza est arrivée au pouvoir. Ensuite, ils ont été comme fascinés par l'apparition soudaine d'une nouvelle pratique de la politique au sein du Parlement : la mise au jour de plus de 100 cas de corruption, la mise en place d'un comité chargé d'apprécier la légalité du plan de sauvetage de 2011, la disparition soudaine des gaz lacrymogènes de la panoplie de la police anti-émeutes, la libération progressive de migrants qui étaient retenus dans des camps de l'armée.

### **Frustration croissante**

Les personnes auxquelles j'ai parlé ce mois-ci évoquent une frustration croissante des militants et sympathisants de Syriza face au le drame feutré qui se joue à Bruxelles. Pendant ce temps-là, dans les différents ministères, les dirigeants de Syriza ont encore du mal à asseoir leur autorité et même obtenir des informations précises.

Dans ces moments historiques, le choses se cristallisent parfois sur des individus. Varoufakis – orienté US, formés à l'ouest et même pas membre de Syriza – sera, comme son bras-droit me l'a dit en février, le « dernier à quitter l'euro ». Si arrive le moment où il doit passer de la conciliation à la simple survie, vous pouvez être sûrs que tous les moyens auront été épuisés. Cependant, ainsi qu'il me l'a dit juste avant les élections, il considère qu'un

euro non réformé ne peut que s'effondrer dans les deux ans.

Publiquement, vis-à-vis de la zone euro, Varoufakis a adopté le ton non seulement de la conciliation, mais aussi de la reconstruction. En privé toutefois, ses conseillers – ce sont pourtant quelques-unes des personnes les plus centristes dans l'entourage de Syriza – se disent choqués par le niveau d'hostilité auquel ils se sont trouvés confrontés au sein de la zone euro.

Cette aile de Syriza, qui est essentiellement social-démocrate, était pourtant très fortement attachée à l'euro. Du coup, leur foi dans l'euro est ébranlée. Et le danger, pour la zone euro est évidemment qu'une telle évolution des mentalités puisse gagner le peuple entier si la preuve est administrée qu'on ne peut rien faire à l'intérieur de l'euro.

Poussé au bord du précipice – soit par l'échec d'un placement de dette à court terme soit par une simple pénurie recettes – Varoufakis n'aura aucun mal à justifier la mise en place d'un contrôle des capitaux, d'une fiscalité d'urgence sur les grandes entreprises, et l'inauguration d'une double monnaie.

### **Une économie dans la tourmente**

À ce stade, il ne tient qu'à la zone euro de réagir. Mais si elle fait monter les enchères, il reste des armes puissantes dans l'arsenal de la Grèce : les 80 milliards qu'elle doit la zone euro via le système Target 2 qui, comme le souligne Ambrose Evans-Pritchard, ne sont pas protégés. Ensuite, les sommes qu'elle doit la BCE.

La Grèce tenterait, au début, de faire défaut sur sa dette sans avoir à quitter la zone euro. Mais le défaut plongerait l'Europe dans le chaos, politiquement et économiquement. La zone euro, déjà semi-stagnante, ferait face à une période de 12 à 18 mois d'arrêt complet de son économie jusqu'à ce que son système bancaire ait absorbé le défaut grec.

Ainsi, au cours des deux prochaines semaines il y a un risque accru de « Grexident » – de défaut partiel causé non par calcul de la part de Syriza, mais par une mauvaise estimation, par la BCE du débit du filet d'oxygène financière indispensable aux banques grecques pour survivre, ou par une semaine de recettes trop faibles.

Les Grecs, ce week-end, ont afflué vers leurs églises pour célébrer la Pâques orthodoxe. Alexis Tsipras, dont la côte de popularité est toujours de 71 %, a saisi l'occasion pour parler de renaissance et de renouveau. Certains, en

réponse à l'exclamation traditionnelle « le Christ est ressuscité », ont alors plaisanté : « Envoyez-le à Bruxelles pour négocier ! ».

Après la pause pour les fêtes de Pâques, pourtant, les négociations s'approchent d'un moment critique. Si la Grèce est contrainte à un défaut accidentel, le dommage causé au projet de l'euro et à l'image de l'UE sera profond. Surprise à contribuer à la faillite des banques qu'elle est censée superviser, suspecte de travailler à briser une union monétaire supposée être sa raison d'être, [la BCE verrait sa réputation ternie pour une décennie](#).

## **Il faut lutter contre le terrorisme d'Etat (islamique ou pas) !**

Posté par [calebirri](#) le 20 avril 2015

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Les terroristes nous maintiennent entre deux feux : d'un côté il y a le terrorisme de l'organisation « Etat Islamique », qui à force de conquêtes va bien finir par créer un véritable « Etat », et de l'autre il y a « la réponse » à cette organisation, avec une autre forme de « terrorisme d'Etat » : le contrôle, la surveillance, la censure. Et bien sûr des victimes, civiles toujours, qui d'un côté comme de l'autre subissent des pertes considérables en vies humaines, en droits, en perspectives d'avenir.

Aujourd'hui, quand un enfant nous demande si plus tard, « quand il sera grand », il pourra choisir son travail et ou bien comment sera son téléphone portable, s'il pourra voyager dans l'espace ou si il vivra jusqu'à 100 ans, il devient difficile de ne pas lui mentir... Que sera le monde dans 5 ans, 10 ans ou 50 ans, voilà qui nous inquiète tous plus ou moins sérieusement. Aurons-nous même les moyens de conserver intact le niveau de vie dont nous disposons actuellement, rien n'est moins sûr. Faudra-t-il choisir entre deux terrorismes ?

Alors qu'une dictature se met peu à peu en place « en Orient », une autre s'installe également « en Occident ». Comme tant de fois par le passé, deux empires se font face et se préparent à nous broyer entre leurs immenses forces brutales. Et quand l'Europe dénonce la fermeture intempestive de sites comme « youtube » en Turquie (qui n'est pas une démocratie), on se prépare en France (dans ce qui est censée en être une) la possibilité légale de le faire sans recourir à la justice. Et après on s'étonne que l'extrême-droite revienne en force en Europe ? Comment pourrait-il en être autrement, à partir du moment où ceux qui se disent démocrates sont capables de détruire sciemment ce qu'il en reste ? Regardez l'exemple fourni par ces bons démocrates : corruption, cynisme, tromperies... Je suis persuadé que

la plupart de ceux qui se tournent vers les partis « révolutionnaires » d'extrême-droite aujourd'hui, comme ceux qui se laissent tenter par le discours « révolutionnaire » des djihadistes, sont de ceux qui croyaient le plus en la « démocratie » pour les sortir de la misère et qui, déçus et dégoûtés par la manière dont ces « démocrates » la défendent, finissent par considérer qu'en définitive la démocratie ça ne vaut rien : « si c'est ça la démocratie, alors autant essayer « une bonne dictature » ! ».

En face, et pour « lutter » contre ceux qui veulent « empêcher la liberté d'expression », on installe la surveillance pour tous et la censure... Pour lutter contre la violence on en instaure une autre. Pour lutter contre un « isme » on en invente un autre. Les démocraties répondent aux dictatures, les dictatures aux dictatures. Et les terroristes à d'autres terroristes. Le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons provoque une surenchère de la violence, de la peur, de la haine, de l'incompréhension.

Le problème est qu'il semble trop tard pour revenir en arrière. Les pays se réarment, se combattent par pays interposés, et le jeu des grandes alliances a repris. [Ceux qui attendent la guerre seront satisfaits](#), mais pour les autres comment faire ?

A vrai dire c'est là le point central de toute l'Histoire humaine : à chaque dictature qui s'installe n'apparaît pas une nouvelle démocratie pour s'y opposer mais bien une autre dictature d'une nature contraire qui empêche la démocratie d'advenir. La difficulté est donc de se défaire de la dictature présente pour établir une démocratie qui fera naître en réaction d'autres démocraties qui lui répondront. Ces mouvements historiques sont en germe dans des pays comme l'Islande ou le Venezuela, [ou en Grèce](#), mais sont vivement combattus par ceux-là mêmes qui se disent garants de cette démocratie.

Quand on se penche (même de loin !) pour regarder ce qui distingue fondamentalement la dictature de la démocratie, c'est la puissance de la classe capitaliste et le partage des richesses inégalitaire que l'on retrouve à chaque fois...

Il y a pourtant bien une solution pour éviter la dictature sans passer par un massacre historique, et elle se décompose en plusieurs temps :

- dans un premier temps [il faut que les associations, mouvements, partis, se rencontrent et se rassemblent](#) autour du rejet des politiques actuelles
- ensuite, elles doivent constater ensemble que le problème est la concentration des richesses entre un très petit nombre de mains
- que cet état de fait est rendu possible par nos institutions qui autorisent « de facto » cette concentration.

- il faut donc changer ces institutions et les remplacer par d'autres : c'est le travail de [l'Assemblée Constituante](#)
- pour ce faire il faut dégager une méthode pour que cette Assemblée soit la plus démocratique et donc légitime possible ; d'ailleurs la démocratie devrait être une condition de cette légitimité.
- une fois cette méthode décrite et largement acceptée, il faudra aborder la deuxième partie de notre réflexion commune : la lutte contre le capitalisme : [les travaux de Bernard Friot](#) sont révolutionnaires et permettent d'envisager une sortie « sans douleur » du capitalisme en même temps que l'intégration des nouvelles technologies et la sauvegarde de la planète (une fois que l'activité des hommes n'est plus contrainte par la rentabilité tout est possible !)
- cette théorie du salaire à vie ne peut avoir une chance d'exister qu'après que la nouvelle Constitution sera votée. C'est pourquoi il faut profiter du temps de travail de l'Assemblée Constituante pour poser les bases de cette solution, [indépendamment de la réflexion menée par les autres tendances économiques](#), sans préjuger des décisions prises une fois la démocratie retrouvée.
- enfin, il faudra penser à s'unir avec tous les pays qui se trouvent engagés dans un processus similaire pour montrer aux autres comment il est possible de sortir de la dictature « par le haut ».

Maintenant, je dois avouer qu'il ne va pas être facile d'en arriver là : il y a peu j'ai tenté une « approche » en écrivant à une quinzaine d'associations ou de mouvements militant pour la mise en place d'une Assemblée Constituante pour savoir s'ils seraient partants pour une « rencontre » sans engagement autour de la question de l'Assemblée Constituante, et seuls deux m'ont répondu.

Les différents forums sur l'Assemblée Constituante sont plus ou moins à l'abandon, et le mouvement « MR6" semble noyé dans un torrent de soucis. Il serait d'ailleurs utile d'avoir un retour d'expérience sur le sujet, car il apparaît de nombreux problèmes de légitimité : si l'on en croit certains plus de la moitié des membres désignés de « l'arc de gauche » représenteraient 53% de la-dite Assemblée (voir <http://www.politis.fr/L-assemblee-est-representative-de,30784.html>).

Quoiqu'il en soit, et même s'il est sans doute trop tard pour éviter la confrontation des forces historiques qui nous entraînent malgré nous vers [le chaos](#), il faudra bien un jour commencer à se coltiner à ces questions... enfin toutefois si nous voulons un jour pouvoir sortir des [dictatures qui se mettent en place](#).

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

# Rongée par la corruption, Petrobras affiche des pertes de 8 milliards de dollars

Thierry Ogier / Correspondant à Sao Paulo | Le 23/04 LesEchos.fr et AFP

**La compagnie pétrolière brésilienne a fini par publier ses résultats 2014, après des retards dus à la comptabilisation de la corruption et à la dépréciation de ses actifs. La nouvelle direction veut désormais repartir sur des bases plus saines.**

Ce bilan était attendu de longue date. Après un scandale de corruption à grand retentissement, Petrobras tente de remettre de l'ordre dans ses comptes. En reconnaissant des pertes de 21,6 milliards de reais l'an dernier (8,1 milliards de dollars au cours de fin 2014), Petrobras a également chiffré le montant des «ajustements» comptables à 19 milliards de dollars, dont 2,3 milliards directement liés à des actes de corruption pratiqués par d'anciens membres de la direction nommés par des proches du pouvoir.

Des comptes approuvés «sans réserves» par les auditeurs indépendants, assure Aldemir Bendine, le nouveau directeur général de Petrobras, alors que PricewaterhouseCoopers avait l'an dernier refusé de valider les comptes du troisième trimestre. D'apparence détendue, Aldemir Bendine annonce d'emblée la couleur. Il s'agit de «remettre les pendules à l'heure», pour mieux rompre avec un passé trouble et regagner la confiance des marchés.

C'était un peu le baptême du feu pour celui qui était à la tête d'une autre entreprise publique, Banco do Brasil, avant d'être propulsé à la tête de Petrobras en février. Sollicité, il n'hésite pas à présenter des excuses «énormes» envers les employés et les actionnaires pour ce gigantesque scandale de corruption. L'entreprise est «passée par un grand désastre», dit-il, mais il promet d'instaurer les meilleures pratiques du marché pour que de tels faits ne puissent se reproduire. Mais il soutient que Petrobras a été «victime de tout cela», et qu'il convient à présent de «virer la page».

## **Dette colossale**

Un discours qui fait écho à celui du gouvernement, où l'on estime que la publication des comptes de Petrobras marque le début de sa réhabilitation. «Cela doit vraiment marquer une nouvelle étape dans la reconstruction et la

reformulation de Petrobras», a récemment estimé le ministre des Finances Joaquim Levy lors d'une interview à l'agence Bloomberg.

Mais il ne sera pourtant pas facile de reprendre le dessus. Sans parler des dégâts provoqués par la corruption, Petrobras est encore aux prises avec une dette colossale (elle est l'entreprise «la plus endettée au monde», selon l'Agence internationale de l'énergie) que l'envolée du dollar sur les marchés de change rend encore plus difficilement contrôlable. A la fin de l'an dernier, son taux d'endettement était déjà passé à 4,77 (contre 3,52 un an auparavant). Un seuil critique, qui l'a conduit à entamer un programme de vente d'actifs et à réduire ses investissements. Le nouveau plan d'investissement, ainsi que le bilan du premier trimestre sont prévus pour le mois prochain, selon Aldemir Bendine.

## [Les défauts de paiement commencent à s'installer dans le paysage chinois](#)

[Gabriel Gresillon](#) / Correspondant à Pékin | Le 23/04 [LesEchos.fr](#)

### **Deux sociétés sont incapables de payer des intérêts.**

La Chine prend doucement le chemin d'une forme de normalisation financière. Sur un marché qui n'avait pas connu, jusqu'à l'an dernier le moindre défaut de paiement, plusieurs événements de crédit viennent de changer la donne. Le plus récent est le plus symptomatique : Baoding Tianwei, un producteur d'équipements électriques, a annoncé mardi qu'il n'était pas en mesure de payer des intérêts de 85 millions de yuans (13 millions d'euros) sur des obligations émises en 2011 et arrivant à échéance en 2016. C'est la quatrième fois qu'un groupe chinois annonce un problème de ce type. Mais Baoding Tianwei n'est pas n'importe qui : il s'agit d'une société publique, détenue à 100 % par l'un des 117 géants sous gestion directe de l'Etat central. C'est donc la première fois que Pékin laisse une société d'Etat dans une telle situation.

Le message est puissant : il laisse s'installer l'idée que désormais même les entreprises publiques ne sont pas à l'abri des accidents de crédit. Dans un pays où ces dernières ont toujours bénéficié d'un accès aux financements extrêmement facilité, ce qui explique en partie les situations de surcapacités constatées dans de nombreuses industries, la mésaventure de Baoding Tianwei pourrait donc faire date - à condition que Pékin ne vienne pas à son

secours dans les tout prochains jours. Elle fait dire à l'agence [Fitch](#) que de nouveaux défauts de paiement, par des « entreprises d'Etat non stratégiques, et commercialement non viables » pourraient devenir moins rares sur le [marché obligataire](#) chinois. Il s'agit même pour Pékin d'une démarche délibérée, permettant « d'instiller une plus grande discipline de marché et de réallouer le capital plus efficacement ».

## **Evaluer le risque**

Peu à peu, les investisseurs se voient donc dans l'obligation d'apprendre à évaluer le risque sur le marché chinois. Et cela concerne aussi les créanciers en dollars. Car Kaisa, un promoteur immobilier longtemps considéré comme solide, a finalement fait défaut, lundi, sur le paiement d'intérêts sur sa dette en devise américaine. Une première.

Si ces accidents illustrent la complexité de l'équation que doivent résoudre nombre de sociétés chinoises en butte au ralentissement conjoncturel, ils sont accueillis par le marché avec une relative sérénité qui démontre la maîtrise avec laquelle le pouvoir pilote ce processus : les groupes concernés actuellement sont soit d'une importance relative, soit, dans le cas de Kaisa, connus pour être exposés à une situation particulière (en l'occurrence, une enquête anti-corruption). A ce stade, Pékin démontre donc un grand doigté dans son pilotage financier. Il parvient à réintroduire la notion de risque sur le marché, sans pour autant laisser le moindre début de panique s'installer.

## **Techniques d'évasion en milieu naturel**

Pierre Templar 23 avril 2015 <http://survivreauchaos.blogspot.fr>



Cet article est donné uniquement à titre d'information et traite du cas extrême où un survivaliste ait à abandonner son domicile, et qu'il soit forcé de s'échapper dans la nature.

Une telle éventualité, si elle n'est pas de mise en temps normal, serait tout à fait envisageable dans un contexte de chaos.

Un groupe de maraudeurs, un gang de criminels, l'invasion d'une armée étrangère - ou pourquoi pas un groupe d'autres survivalistes - pourraient alors constituer des menaces suffisamment réelles pour ne laisser d'autre choix que de quitter le domicile avec seul un sac sur les épaules...

Le succès d'une évasion, ou son échec, dépend du degré de professionnalisme de ceux qui traquent, et du niveau de compétence de celui qui est traqué. Dans le cadre de cet article, nous allons considérer que les poursuivants sont des gens entraînés, et qu'ils pourraient même utiliser des chiens pisteurs.

L'évasion est une technique de survie qui est instinctive chez l'homme aussi bien que chez l'animal, comme toutes les fois que se présente un quelconque danger sérieux. Les animaux l'utilisent tout le temps. Ils se servent de leur instinct pour éviter de se faire repérer, de manière à ne pas finir dans le ventre d'un prédateur, ou le frigo d'un chasseur. Cependant, les animaux ne sont pas capables de contrôler leur environnement comme le sont les humains.

Par exemple, les animaux utilisent toujours le même chemin pour se rendre à un point d'eau, et ils n'ont pas la capacité de camoufler leurs traces afin d'éviter qu'on repère leur passage. Ils cherchent l'eau et s'approvisionnent en nourriture dans les mêmes zones, année après année ; En d'autres termes, ils ne peuvent associer les conséquences avec leurs actes, ce qui est le propre de tout homme sensé.

Une des meilleures façons de contrer un expert en pistage est de savoir soi-même comment pister. Ce qui veut dire apprendre d'abord à traquer ses semblables si l'on veut être capable ensuite de déjouer la traque par d'autres. Car il ne s'agit pas seulement de suivre des traces de pas. Un expert va chercher des modèles - des tendances - et faire ensuite une supposition éclairée sur les points probables d'entrée et de sortie, pour finalement déterminer votre destination.

Pour se perfectionner dans cet art, on peut commencer par pratiquer entre amis. Demandez-leur de jouer le jeu comme s'ils étaient poursuivis, ce qui signifie qu'ils devront marcher plus vite que la normale et peut-être même courir dans certains cas, dans le but de devancer leur(s) poursuivant(s). Suivez les traces et prenez note des endroits où celles-ci sont plus difficiles à voir, et là où elles sont plus faciles. Observez le sol, la boue, voire la neige, et ce à quoi les traces ressemblent lorsque quelqu'un marche ou court. Notez comment l'herbe est piétinée, et la manière dont elle "récupère" après qu'on l'ait écrasée.

Notez aussi les conditions dans lesquelles vous avez perdu les traces. Quels types de sols ou de couverts rendent-ils le pistage plus difficile ? Tout cela, c'est ce que vous apprendrez en pratiquant avec d'autres. Étudiez les dessin et longueur de la foulée d'une personne que vous suivez, et mémorisez-les pour ne pas les confondre lorsque plus d'une trace sont présentes.



### **Lorsqu'on devient la proie**

Courir est la chose la plus importante à faire en premier, dans le but de mettre le plus de distance possible entre vous et ceux qui pourraient vous suivre. Si vous voyez une unité armée se diriger vers votre maison, et que la fuite soit la seule issue possible, alors il faut que vous bougiez très vite. Ce qui veut dire que vous devriez avoir en permanence un sac de survie prêt au départ.

Il faudra un certain temps à vos poursuivants pour s'organiser, et vous devrez donc profiter de ce laps de temps pour prendre de la distance. Ne vous dirigez

pas vers des points de repère évidents tels que des rivières, des lacs, ou toute autre structure qui pourraient se trouver dans votre zone. Les traqueurs dans la plupart des cas ne pourront pas deviner votre niveau de compétence, pas plus que les équipements que vous aurez emportés.

Pour éliminer les options évidentes, ils pourraient se partager en plusieurs équipes, une ou deux pouvant alors vérifier les points d'eau et les abris des environs. Ils pourraient aussi mettre ces points sous surveillance. Ils vont immédiatement essayer de déterminer une possible destination. Le temps ainsi que le terrain vont entrer dans leurs calculs. Ils sauront que vous avez besoin d'eau, d'où la nécessité de faire en sorte que votre sac en contienne suffisamment et qu'il ne soit pas vital pour vous d'en trouver tout de suite. Trois litres répartis en deux bouteilles me paraissent un minimum raisonnable, sans oublier des filtres et produits de purification pour celle récupérée en chemin. Toutefois, n'oubliez pas que vous devez rester aussi léger que possible, et qu'il ne faut pas confondre un BOB avec un sac d'évasion...

Selon toute probabilité, vous ne pourrez empêcher un traqueur expérimenté de vous trouver tôt ou tard, dans la mesure où il est prêt à y mettre les moyens nécessaires. Bien sûr, si votre destination est sûre, ou que vous pouvez trouver une zone à partir de laquelle vous pourriez lancer une contre-attaque, les choses seront différentes. Dans ce dernier cas, vous aurez besoin de renforts, et ceci est une autre histoire. Encore faut-il que vous soyez capable d'atteindre cette zone. Donc, et en attendant, votre but immédiat est de tromper et ralentir les pisteurs en espérant qu'ils abandonnent leurs recherches.

Utilisez les routes, les rivières et voies de chemin de fer à votre avantage, tout en sachant qu'ils ont prévu que vous le fassiez, et que vous exposerez votre position ce faisant. Pénétrez par des courbes aveugles où la vue est obstruée dans les deux sens, et une fois sur la chaussée, dans la rivière ou sur une piste, rebroussez chemin. Cela aura pour effet de ralentir les traqueurs, sans espérer pour autant les arrêter car à un moment ou un autre, si ce n'est immédiatement, ils comprendront que vous avez changé de direction. Ils trouveront l'endroit où vous avez de nouveau pénétré dans les bois. N'essayez

pas de garder des repères en vue tels que des routes, des voies de chemin de fer, ou des cours d'eau en marchant parallèlement à eux.

A un moment, vous pouvez aussi changer de chaussures si vous en avez la possibilité, ou que votre sac en contient, de manière à laisser des traces différentes. Faites-le à un moment où vous êtes sur une route, une voie ferrée, ou dans une rivière, et faites-le avant de pénétrer dans les bois. Cela va ralentir les traqueurs, mais ne les arrêtera probablement pas.

Restez à l'écart des bâtiments ou structures que vous pourriez rencontrer (maisons, ponts, etc.), et une fois que vous avez utilisé un cours d'eau, une route ou un chemin, éloignez-vous en et ne marchez pas dans leur alignement. Vous ne voulez certainement pas vous retrouver exposé au milieu d'une rivière ou d'une voie, donc faites attention en les utilisant, et soyez sûr d'être suffisamment loin devant vos poursuivants avant de vous exposer.



### **Peut-on échapper à des chiens pisteurs ?**

C'est extrêmement difficile, voire impossible, une fois que les chiens auront senti votre odeur. Ce que vous pouvez faire, par contre, c'est **essayer de tromper leur maître**. Par exemple, en changeant de direction subitement, plusieurs fois de suite. Donc, si vous arrivez devant un grand arbre, ou un gros rocher, par exemple, partez dans une autre direction, et répétez la même chose cinquante mètres après. Le traqueur pourrait penser que les chiens ont perdu la trace en les voyant virer de droite à gauche, ou revenir sur leur pas, et pourrait alors les envoyer dans une autre direction. Dans le pire des cas, vous les aurez au moins ralentis.

Vous pourriez marcher dans un cours d'eau, mais les chiens, bien entendu, suivront le cours d'eau jusqu'à trouver l'endroit où vous l'aurez quitté. Marcher au milieu d'un courant vous expose à la vue, donc il vaut mieux, dans certain cas, ne pas essayer une telle méthode, à moins d'être convaincu d'avoir une avance substantielle sur ses poursuivants.

Ne vous cachez pas dans les arbres, car vous seriez pris au piège si l'on vous découvre, et la plupart du temps, les chiens vous traqueront tout droit jusqu'à l'arbre. Ne vous cachez pas non plus dans l'eau ; La respiration à travers une paille ne marche que dans les films. Vous serez suivi jusqu'à la rive, et vos poursuivants n'auront qu'à attendre que vous en sortiez. Vous tomberiez probablement en hypothermie bien avant, car il est impossible de rester longtemps dans une eau très froide voire simplement froide.

Ne fumez pas, ne mangez pas de chewing-gum, ni n'employez de produits répulsifs (anti-moustiques ou autres). Enterrez tous les déchets, y compris votre urine, sous des rochers, et replacez ces derniers avec soin de manière à ne pas laisser d'indications de votre passage. **Arrêtez-vous à intervalles pour écouter** ; Ne tracez pas tout droit sans vous arrêter. Vous devez faire des pauses régulières pour observer et écouter. Vous voulez les repérer avant qu'ils ne vous repèrent, alors utilisez vos sens pour cela.

Oubliez les trucs à base de poivre, qui ne marchent que dans la littérature et les forums d'amateurs. Un chien n'est pas idiot ; Il ne va certainement pas renifler à plein nez une substance quelconque susceptible de lui faire perdre son odorat. Il va gentiment s'en écarter à la première effluve, et chercher autour vos propres odeurs. Gardez à l'esprit que si vous aspergez du poivre sur votre corps, voire même l'enduissez de matières fécales animales, vous sentirez toujours comme un humain qui aura mis sur lui du poivre ou des excréments ! En fait, pour être tout à fait juste, de telles odeurs joueront en votre défaveur et **aideront même le chien** dans son travail de recherche.

Pensez au fait que le nez d'un chien est capable de différencier des millions d'odeurs différentes, et des centaines voire des milliers à la fois. Lorsqu'un chien est utilisé pour une traque active, il va se fatiguer au bout de quelques

heures, et son odorat devenir peu à peu moins sensible. Vous jetez du poivre pour couvrir vos traces et voilà... Le chien renifle, et va dès lors pouvoir mettre de côté une multitude d'odeurs douteuses ou non pertinentes qu'il a enregistrées. Il est maintenant capable de vous traquer encore plus facilement qu'avant. Beau travail, vous venez juste de vous faire prendre !

Il y aurait beaucoup à dire en ce qui concerne la traque par des chiens pisteurs, et les moyens éventuels de les distancer. Ce sujet fera l'objet d'un article à venir, voire d'une prochaine Lettre d'information tant il est sensible...



## Le camouflage

Si vous ne pouvez pas rester devant, alors laissez vos poursuivants vous dépasser. Mais pour cela, vous devez utiliser le camouflage. De la boue, des cendres de bois, et des feuilles peuvent servir à cette occasion. Toutefois, gardez à l'esprit que vous ne pouvez vous faire ressembler à un arbre ou un buisson, alors n'en faites pas trop, vous ne vous rendriez que plus reconnaissable.

Le but du camouflage est de **casser les lignes du corps et du visage** en utilisant des ombres, feuilles, boue, et cendres. Utilisez les couleurs de l'environnement. Ne vous recouvrez pas de feuilles vertes si vous êtes au beau milieu d'un affleurement calcaire ou d'un paysage lunaire ! Enduisez-vous de poussière pour réduire les reflets, ainsi que de boue et de charbon.

Des feuilles et des herbes peuvent être collées à de la boue après que vous ayez appliqué celle-ci sur votre corps et vos vêtements. Réduisez vos mouvements au minimum car l'œil les repère facilement. En dernier recours, allongez-vous sur le sol et restez-y jusqu'à ce que vos poursuivants vous aient dépassé. Bien entendu, vous ne pourrez pas employer cette technique si ces derniers ont des chiens.

Vous devez cacher les signes de votre passage à ceux qui vous traquent, principalement les empreintes de pas. Parce que les traces les plus évidentes à repérer et les plus faciles à suivre sont celles qu'on laisse sur le sol. Une excellente prise pour un pisteur confirmé est **une empreinte complète**, qui va lui permettre de dire à quelle vitesse vous avancez, votre état de fatigue, et plus encore. Avec deux traces qui se suivent, il sera en mesure de déterminer la distance que vous parcourez, et même si vous transportez une charge.

Bien que vos chaussures possèdent les mêmes semelles que beaucoup d'autres, voire que celles des autres gars de votre équipe, les marques orthopédiques individuelles et autres traces d'usure rendent vos chaussures pratiquement aussi uniques que vos empreintes digitales...

Idéalement, vous devriez avoir prévu et inclus un scénario d'évasion dans vos préparatifs, et avoir plus d'une destination ou point de chute en vue au cas où il faille le mettre en oeuvre. Vous ne pouvez pas laisser vos actions amener vos poursuivants à deviner où vous allez - en d'autres termes, ne pas planifier un schéma au préalable.

Si vos traqueurs réalisent que vous allez de manière trop évidente dans une direction, ils pourraient avoir la **capacité de vous devancer**, voire de déterminer à l'avance votre destination. Le fait de rebrousser chemin aidera seulement à les ralentir ; Si vous le faites, et que vous revenez directement dans la même direction, vous pourriez être suivi droit vers cette direction. Autrement dit, vous devriez avoir prévu à l'avance plusieurs destinations différentes, et choisir celle qui est la plus appropriée une fois dans l'action.

Soyez patient et flexible. La flexibilité est l'une des clefs les plus importantes du succès d'une évasion. Le but à atteindre est d'éviter de se faire repérer.

Rappelez-vous que les gens attirent l'attention d'autres gens. Si vous pouvez passer inaperçu, alors vous réussirez probablement.



Ce n'est pas parce que vous êtes le "poursuivi" que vous devez être la proie. Voici les dernières astuces pour déjouer les poursuites et se rendre en lieu sûr :

1. Ayez un plan, mais soyez prêt pour l'imprévu. Sachez que vous pourriez avoir à choisir entre la survie et l'évasion. Parfois, le fait de s'évader peut signifier succomber aux éléments ; Pesez le pour et le contre, et faites un choix pertinent. Ne laissez pas les circonstances prendre le contrôle sur le résultat si vous pouvez les en empêcher. Et ne laissez pas vos émotions perturber votre plan lorsque les temps deviennent durs.
2. Connaissez votre corps, ainsi que l'environnement où vous évoluez - et connaissez les limitations et dangers de chacun.
3. Saisissez toute opportunité pour vous réhydrater et vous nourrir. Vous ne savez pas quand une autre occasion se présentera - et vous pourriez ne pas avoir le luxe de vous arrêter dans l'éventualité où elle se présente.
4. Mélangez-vous à l'environnement. Soyez conscient du feuillage, des animaux sauvages et de leurs comportements. Utilisez la végétation et la terre pour briser votre silhouette et vous faire paraître moins visible. Sachez lorsqu'il faut aller au sol, et croyez en votre camouflage lorsque vous le faites.
5. Souvenez-vous que trois choses vont attirer l'attention à votre

détriment : Le mouvement, qui attire immédiatement le regard, le bruit qui peut vous trahir, et les objets brillants qui réfléchissent la lumière. Le soleil qui se reflète sur une surface réfléchissante peut rendre celle-ci visible à des kilomètres.

Pour plus d'informations sur ce sujet, voir notre dossier spécial sur les [Techniques d'Evasion & d'Évacuation](#).

Publié par [Pierre Templar](#)